

Rapport financier semestriel

1^{er} semestre 2019



SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2019	2
Extrait du Communiqué de Presse	
- Compte de résultat semestriel	4
- Élément de Bilan et de flux de trésorerie	13
- Perspectives 2019	13
Evènements récents	14
Facteurs de risques	14
Annexes	15
Compte de résultat du Groupe par activités	16
COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2019	17
État de la situation financière consolidée	18
Compte de résultat consolidé	19
État du résultat global consolidé	20
État des flux de trésorerie consolidés	21
État de variation des capitaux propres consolidés	22
Annexe aux comptes consolidés du 30 juin 2019	23
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2019	67
DÉCLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	69

1.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2019

Extrait du Communiqué de Presse

- Compte de résultat semestriel	4
- Élément de Bilan et de flux de trésorerie	13
- Perspectives 2019	13
Evènements récents	14
Facteurs de risques	14
Annexes	15
Compte de résultat du Groupe par activités	16

Résultats du premier semestre 2019

- **Chiffre d'affaires à 1,3 milliard d'euros, stable à périmètre et change constants**
- **EBITDA en progression de +3,1% à périmètre et change constants et hors règlement indemnité compensatoire aux États-Unis au premier semestre 2018**
- **Capacité d'autofinancement stable à 173 millions d'euros**
- **Endettement net à 1 465 millions d'euros, contre 1 112 millions d'euros au 30 juin 2018**

Compte de résultat consolidé simplifié audité : les comptes semestriels 2018 sont présentés sur une base pro forma après prise en compte de la norme IFRS16.

<i>(En millions d'euros)</i>	30 06 2019	30 06 2018 retraité	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires consolidé	1 340	1 281	+4,6%	-0,6%
EBITDA*	228	224	+1,7%	-1,8%
<i>Taux de marge (en %)</i>	17,0	17,5		
EBIT**	97	107	-9,4%	-8,0%
<i>Taux de marge (en %)</i>	7,2	8,4		
Résultat net consolidé	48	61	-21,5%	-17,4%
<i>Taux de marge (en %)</i>	3,6	4,8		
Résultat net part du Groupe	46	58	-20,7%	-19,0%
Capacité d'autofinancement	173	171	+0,9%	-1,3%

*L'EBITDA se calcule en sommant l'excédent brut d'exploitation et les autres produits et charges ordinaires.

**L'EBIT se calcule en sommant l'EBITDA et les dotations nettes aux amortissements et provisions ordinaires.

Dans le cadre de cette publication, Guy Sidos, Président-Directeur Général a déclaré :

« Au cours de ce premier semestre, les solides performances enregistrées en France, en Asie et aux États-Unis (hors indemnité compensatoire au premier semestre 2018) permettent au Groupe d'afficher une amélioration de son chiffre d'affaires et de son EBITDA. Ce résultat global traduit une amélioration sensible de la rentabilité opérationnelle compte tenu de la poursuite de la hausse des coûts de l'énergie consommée, de la dégradation de la situation macro-économique en Turquie et des précipitations exceptionnelles en Californie qui ont marqué ce premier semestre.

Dans ce contexte, et compte tenu de la baisse attendue des coûts de l'énergie sur le second semestre, le Groupe Vicat s'attend à une nette amélioration de son EBITDA et une progression de son résultat net sur l'ensemble de l'année ».

Avertissement :

- *Dans ce communiqué, et sauf indication contraire, toutes les variations sont exprimées sur une base annuelle (2019/2018), et à périmètre et taux de change constants.*
- *Les comptes du premier semestre 2018 sont présentés sur une base pro forma après prise en compte des effets liés à l'application de la norme IFRS, tels que publiés le 29 avril 2019 dans le communiqué de presse intitulé « Nouvelle répartition géographique et impacts IFRS 16 » disponible sur le site internet de la société www.vicat.fr.*
- *Ce communiqué de presse peut contenir des informations de nature prévisionnelle. Ces informations constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Ces informations sont soumises par nature à des risques et incertitudes, tels que décrits dans le Document de Référence de la Société disponible sur son site Internet (www.vicat.fr). Elles ne reflètent donc pas les performances futures de la Société, qui peuvent en différer sensiblement. La Société ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces informations.*

Des informations plus complètes sur Vicat sont disponibles sur son site Internet www.vicat.fr.

1. Compte de résultat semestriel

1.1. Compte de résultat consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Vicat au premier semestre de 2019 atteint 1 340 millions d'euros, en progression de +4,6% en base publiée par rapport à la même période de 2018, et stable (-0,6%) à périmètre et taux de change constants.

L'évolution du chiffre d'affaires consolidé résulte :

- d'un effet périmètre de +4,9%, qui se traduit par un impact positif de +62 millions d'euros, essentiellement lié à l'acquisition de Ciplan au Brésil. Il est à noter un léger effet périmètre positif en France, suite à une acquisition dans l'activité Béton et Granulats;
- d'un effet de change favorable de +0,3%, soit un impact positif de +4 millions d'euros sur le semestre. Les appréciations par rapport à l'euro du dollar américain, du franc suisse et dans une moindre mesure, de la livre égyptienne, ont permis de neutraliser la très forte baisse de la livre turque et de la dépréciation du tengué kazakh;
- et enfin, d'une légère baisse organique de l'activité de -0,6%. La progression enregistrée en France, aux États-Unis, au Kazakhstan, en Italie et en Égypte ayant permis de compenser presque intégralement le recul observé en Turquie, en Suisse, en Inde et en Afrique de l'Ouest.

Sur le premier semestre 2019, le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité Ciment est en hausse de +3,6% en base publiée et recule de -2,3% à périmètre et taux de change constants. L'activité Béton et Granulats affiche un chiffre d'affaires opérationnel en progression de +7,9% en base publiée et de +2,9% à périmètre et taux de change constants. Enfin, le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité Autres Produits et Services est en baisse de -3,6% en base publiée et de -3,8% à périmètre et taux de change constants.

L'EBITDA consolidé du Groupe s'établit à 228 millions d'euros. **À périmètre et change constants et hors impact de l'indemnité compensatoire dans l'activité Ciment aux États-Unis en 2018 de 10,6 millions d'euros**, la progression de l'EBITDA du Groupe Vicat s'établit à +3,1% (+6,7% en base publiée), et la marge d'EBITDA progresse donc de 30 points de base, à 17,0% contre 16,7% en 2018. Cette performance a été réalisée en dépit d'un contexte de poursuite des hausses des coûts de l'énergie consommée de 8%. Cette inflation intègre un impact important de la dévaluation de la livre turque sur les coûts en Turquie.

Tenant compte de ces éléments, cette amélioration de l'EBITDA du Groupe résulte pour l'essentiel :

- d'une amélioration sensible de l'EBITDA généré en Inde (+53,2%), soutenue par une solide progression des prix moyens de vente qui a largement dépassé les effets de la baisse des volumes;
- d'une nette progression de l'EBITDA en France (+12,4%). Cette performance résulte de la très forte amélioration de l'EBITDA généré par l'activité Béton et Granulats, portée par la poursuite du redressement des prix dans le béton;
- d'une forte croissance de l'EBITDA au Kazakhstan (+50,4%), la hausse des prix de vente compensant très largement l'impact du repli des volumes vendus;
- et enfin, d'une progression de +3,4% (hors indemnité compensatoire) aux États-Unis, la hausse des prix permettant de compenser la baisse des volumes Ciment affectés par une très mauvaise météorologie au cours de ce semestre.

Ces facteurs ont permis de compenser :

- le très fort recul de l'EBITDA généré en Turquie (-86,9%), affecté par une forte baisse des volumes, en partie compensée par la progression significative des prix moyens de vente, dans un contexte de hausse des coûts de l'énergie ;
- le recul de l'EBITDA généré en Suisse (-6,5%) essentiellement affecté par la baisse de l'activité Autres Produits et Services, et dans une moindre mesure, Béton et Granulats ;
- et enfin, le recul de -45,8% de l'EBITDA généré en Égypte, dans un contexte sécuritaire et de marché encore dégradé.

En intégrant l'indemnité compensatoire aux États-Unis en 2018, l'EBITDA est en baisse de -1,8% à périmètre et change constants et en progression de +1,7% en base publiée. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires consolidé recule au cours de ce premier semestre, pour s'établir à 17,0% contre 17,5% au premier semestre 2018. L'évolution de l'EBITDA publié tient compte :

- d'un effet périmètre de +2,8%, soit un impact positif de +6 millions d'euros, essentiellement lié à l'acquisition de Ciplan au Brésil;
- d'un effet de change favorable de +0,7%, soit un impact positif de près de +2 millions d'euros sur le semestre;
- et enfin, d'une baisse organique de l'activité de -1,8%, soit un impact négatif de près de -4 millions d'euros.

L'**EBIT** s'affiche à 97 millions d'euros contre 107 millions d'euros au premier semestre 2018, soit une baisse sensible de -9,4% en base publiée et de -8,0% à périmètre et taux de change constants. La marge d'EBIT sur le chiffre d'affaires consolidé s'établit donc à 7,2% contre 8,4% au premier semestre 2018. Cette baisse résulte pour l'essentiel de :

- l'augmentation des dotations aux amortissements et provisions suite à l'acquisition de Ciplan au Brésil et à la mise en service de la centrale de Vernon en Californie et du terminal de Mumbai en Inde ;
- de l'indemnité compensatoire aux États-Unis.

Ainsi, **hors impact de l'indemnité compensatoire perçue aux États-Unis en 2018**, l'EBIT est stable (+0,5%) en base publiée et progresse de +2,1% à périmètre et change constants au premier semestre 2019.

Le **résultat financier** se dégrade de -6 million d'euros pour s'établir à -22 millions d'euros contre -16 millions d'euros au premier semestre 2018, et s'explique essentiellement par :

- une hausse du coût de l'endettement financier net de +2 millions d'euros principalement liée à la reprise des dettes résiduelles de Ciplan. Il est à noter que, hors cet élément, le coût financier de la dette du Groupe est stable malgré la hausse de l'encours compte tenu de la baisse des taux;
- une diminution des autres produits et charges financiers à hauteur de -4 millions d'euros.

La charge d'impôts est stable sur le semestre compte tenu de la baisse du résultat avant impôt. La hausse du taux apparent de 31% à 37% provient essentiellement du retraitement favorable en 2018 du taux d'impôt pour filiales déficitaires.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, **le résultat net** de l'ensemble consolidé s'élève à 48 millions d'euros en baisse de -17,4% à périmètre et change constants et de -21,5% en base publiée. **Le résultat net part du Groupe** recule quant à lui de -19,0% à périmètre et taux de change constants et -20,7% en base publiée, à 46 millions d'euros. **Hors impact de l'indemnité compensatoire aux États-Unis** en 2018, le résultat net et le résultat net part du Groupe sont respectivement en baisse de -5,6% et de -6,7% à périmètre et change constants sur le premier semestre.

La capacité d'autofinancement ressort à 173 millions d'euros, en progression de +0,9% en base publiée et en retrait de -1,3% à périmètre et taux de change constants.

1.2. Compte de résultat du Groupe par zones géographiques

1.2.1. Compte de résultat France

<i>(En millions d'euros)</i>	30 06 2019	30 06 2018 retraité	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires	500	473	+5,8%	+5,1%
EBITDA	84	75	+12,8%	+12,4%
EBIT	44	34	+28,7%	+28,6%

L'activité en France au cours du premier semestre est restée bien orientée dans un contexte macro-économique et sectoriel favorable, soutenu par un bon niveau d'activité dans les infrastructures, l'industriel et le commercial qui a permis de compenser la baisse du segment résidentiel. Ce contexte favorable a permis d'appliquer des hausses de prix dans l'ensemble des activités principales du Groupe.

Il est à noter que le chiffre d'affaires du Groupe en France au deuxième trimestre progresse de +4,0% en base publiée et de +2,6% à périmètre constant. L'effet périmètre est lié à une acquisition non significative dans l'activité Béton et Granulats afin de renforcer son dispositif local.

Dans ce contexte, et en dépit d'une hausse des coûts de l'énergie, la marge d'EBITDA sur chiffre d'affaires consolidé s'améliore pour s'établir à 16,8%, contre 15,8% au premier semestre 2018.

- *Dans l'activité Ciment*, le chiffre d'affaires opérationnel est en hausse de +4,0% sur l'ensemble du semestre. Cette amélioration de l'activité repose sur une solide hausse des prix moyens de vente. Les volumes sont stables sur la période. Sur le deuxième trimestre, le chiffre d'affaires opérationnel progresse de +3,0%.

Dans un contexte marqué notamment par la poursuite de la hausse des coûts de l'énergie sur ce semestre, le Groupe enregistre un EBITDA en contraction de -1,1%.

- *L'activité Béton & Granulats* voit son chiffre d'affaires opérationnel progresser de +8,1% à périmètre constant (+9,5% en base publiée). Cette performance résulte d'une nette hausse des prix dans le béton et, de façon moins sensible, dans les granulats. Les volumes sont stables dans le béton mais

progressent dans les granulats. Il est à noter qu'au cours du deuxième trimestre, le chiffre d'affaires opérationnel progresse de +5,9% à périmètre constant (+8,4% en base publiée).

Compte tenu de ces éléments, l'EBITDA généré par cette activité en France est en progression de +54,1% à périmètre constant (+56,5% en base publiée) par rapport au premier semestre 2018, avec une marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel en amélioration de 350 points de base.

- *Dans l'activité Autres Produits & Services*, le chiffre d'affaires opérationnel est en progression de +2,5%. Sur le deuxième trimestre, le chiffre d'affaire opérationnel est stable (-0,4%). L'EBITDA généré par cette activité recule de -4,1%, la progression dans l'activité transport et chimie du bâtiment compensant partiellement la forte baisse de la profitabilité de l'activité papier. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel recule ainsi de 40 points de base.

1.2.2 Compte de résultat de la zone Europe (hors France)

(En millions d'euros)	30 06 2019	30 06 2018 retraité	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires	182	184	-1,2%	-4,4%
EBITDA	38	39	-3,1%	-6,3%
EBIT	19	22	-11,7%	-14,7%

L'activité en Europe (hors France) sur ce premier semestre confirme la tendance observée en fin d'exercice 2018. Le chiffre d'affaires consolidé en Suisse est en retrait compte tenu de la baisse de l'activité Préfabrication, et dans une moindre mesure de l'activité béton, en partie compensée par la reprise de l'activité Ciment. En Italie, la performance du Groupe poursuit son amélioration.

Il est à noter que le chiffre d'affaires consolidé généré au deuxième trimestre sur l'ensemble de la zone recule de -3,4% en base publiée et de -7,0% à périmètre et change constants.

Dans ce contexte, la marge opérationnelle d'EBITDA sur chiffre d'affaires consolidé recule très légèrement pour s'établir à 20,9% sur les six premiers mois de l'année, contre 21,2% au premier semestre 2018.

En **Suisse**, au premier semestre 2019, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe est en baisse de -3,3% en base publiée et de -6,7% à périmètre et taux de change constants. Sur le deuxième trimestre, l'activité du Groupe dans cette zone recule de -4,8% en base publiée et de -8,5% à périmètre et taux de change constants. L'EBITDA est en retrait de -6,5% à périmètre et taux de change constants et de -3,2% en base publiée. Sur ces bases, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires consolidé est stable.

- *Dans l'activité Ciment*, le chiffre d'affaires opérationnel progresse de +3,9% en base publiée et reste stable (+0,3%) à périmètre et taux de change constants. Il est à noter que le chiffre d'affaires généré au deuxième trimestre progresse de +3,8% en base publiée et est stable (-0,3%) à périmètre et change constants. En dépit d'un nombre de jours ouvrés inférieurs à 2018 et de l'achèvement de chantiers importants, les volumes vendus au cours de ce premier semestre sont stables. Les prix moyens de vente sur l'ensemble du semestre sont en léger recul en raison d'un mix produits et d'un mix clients défavorables.

Dans ce contexte, et compte tenu de la hausse des coûts de production, l'EBITDA généré par cette activité se contracte légèrement de -0,5% à périmètre et change constants, mais progresse de +3,0% en base publiée. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel recule de 30 points de base.

- *Dans l'activité Béton & Granulats*, le chiffre d'affaires opérationnel recule de -5,8% à périmètre et taux de change constants et de -2,5% en base publiée sur l'ensemble du semestre. Au cours du deuxième trimestre l'activité enregistre un recul de -9,3% à périmètre et change constants (-5,6% en base publiée). Dans cette activité aussi, le nombre de jours ouvrés inférieurs et l'absence de grands projets sur l'ensemble du semestre ont entraîné un net recul des volumes vendus de près de -10% dans le béton. En revanche, ils sont stables dans les granulats. Les prix moyens de vente progressent nettement dans le béton mais reculent dans les granulats sur l'ensemble du semestre. Dans ce contexte, l'EBITDA recule de -4,3% à périmètre et change constants et de -0,8% en base publiée. Ainsi, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel s'améliore d'environ 30 points de base compte tenu des réductions de coûts engagées depuis 2018 dans cette activité
- *L'activité Préfabrication* voit son chiffre d'affaires opérationnel reculer de -15,0% à périmètre et taux de change constants (-12,0% en base publiée) compte tenu d'un contexte concurrentiel défavorable sur les produits grand public et un niveau d'activité plus faible en cette première moitié d'année dans l'activité ferroviaire compte tenu du décalage du démarrage de chantiers. Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires opérationnel recule de -15,5% à périmètre et change constants. Dans ce contexte, l'EBITDA généré par cette activité recule de -41,7% à périmètre et taux de change constants sur le semestre, et de -39,6% en base publiée. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel recule donc de 220 points de base.

En **Italie**, le chiffre d'affaires consolidé progresse de +51,9%. Cette amélioration résulte pour l'essentiel de l'intégration du chiffre d'affaires du ciment prompt vendu en Italie dans le périmètre de ce pays. L'environnement sectoriel est néanmoins en légère amélioration. Les prix de vente enregistrent une solide progression sur l'ensemble du semestre. L'EBITDA est stable (-0,6%) sur le semestre.

1.2.3 Compte de résultat zone Amériques

<i>(En millions d'euros)</i>	30 06 2019	30 06 2018 retraité	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires	275	194	+42,0%	+4,2%
EBITDA	39	40	-3,9%	-23,8%
EBIT	8	21	-63,0%	-55,3%

La zone Amériques a été nouvellement créée suite à l'acquisition de Ciplan au Brésil. Ainsi la croissance du chiffre d'affaires en base publiée reflète pour l'essentiel un effet périmètre, mais aussi une solide croissance de l'activité aux États-Unis sur ce premier semestre malgré des conditions météorologiques particulièrement défavorables en Californie. La variation d'EBITDA prend en compte l'indemnité compensatoire aux États-Unis au premier semestre en 2018 de +10,6 millions d'euros. Retraité de cet

élément exceptionnel, l'EBITDA progresse de +30,4% en base publiée sur l'ensemble de la zone, et de +3,4% à périmètre et change constants.

Aux **États-Unis**, l'environnement macro-économique et sectoriel reste favorablement orienté. Néanmoins, ce début d'année a été marqué par des conditions météorologiques très défavorables en Californie, entraînant un repli des volumes de ciment vendus sur l'ensemble de la région. En revanche, les volumes béton sont en légère progression. Dans une situation de marché qui reste propice aux augmentations de prix, le Groupe a enregistré une nette progression de son chiffre d'affaires consolidé de +11,7% en base publiée, et de +4,2% à périmètre et change constants sur l'ensemble de la période. Après un premier trimestre en baisse compte tenu des effets météorologiques défavorables (-3,7% à périmètre et change constants), le chiffre d'affaires consolidé a renoué au deuxième trimestre avec une solide croissance (+10,7% à périmètre et change constants). L'EBITDA s'établit à 33 millions d'euros sur le semestre, soit une baisse de -23,8% par rapport au premier semestre 2018 à périmètre et change constants. Retraité de l'indemnité compensatoire du premier semestre 2018, l'EBITDA progresse de +3,4% à périmètre et change constants, et la marge d'EBITDA est stable à 15,2% contre 15,3% au premier semestre 2018 malgré une augmentation des coûts de l'énergie.

- *Dans l'activité Ciment*, le chiffre d'affaires opérationnel est stable (+0,3%) à périmètre et change constants et affiche une progression de +7,5% en base publiée. Il est à noter qu'après une contraction de l'activité au premier trimestre de -6,2% à périmètre et change constants compte tenu d'intempéries exceptionnelles, le chiffre d'affaires opérationnel progresse sur le deuxième trimestre de +5,5% à périmètre et taux de change constants. En raison des fortes précipitations enregistrées de janvier à mai en Californie, les volumes sont en recul de près de -5% sur l'ensemble du semestre. Bénéficiant pleinement des progressions enregistrées au cours de l'exercice 2018 et des hausses annoncées au cours du premier semestre 2019, les prix moyens de vente sont en nette progression sur l'ensemble des deux zones.

Compte tenu de la hausse sensible des coûts de l'énergie sur ce semestre et de la comptabilisation de l'indemnité compensatoire en 2018, l'EBITDA généré par cette activité recule de -35,6% à périmètre et change constants. Hors indemnité compensatoire, l'EBITDA est stable en base publiée (-0,6%) et en retrait de -7,3% à périmètre et change constants.

- *Dans l'activité Béton*, le chiffre d'affaires opérationnel progresse de +6,4% à périmètre et taux de change constants et de +14,0% en base publiée. Après un premier trimestre affecté par les conditions météorologiques (-4,6% à périmètre et change constants), notamment en Californie, le Groupe a renoué avec la croissance au deuxième trimestre (+15,6% à périmètre et change constants). Sur le semestre, les volumes sont en légère croissance de plus de +1%, la performance constatée dans le Sud-Est compensant la contraction observée en Californie. Les prix affichent une solide progression, plus sensible en Californie que dans la région du Sud-Est.

L'EBITDA généré par cette activité enregistre une très forte progression de +49,3% à périmètre et change constants (+60,0% en base publiée) sur l'ensemble de la période. Sur ces bases, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel progresse de 190 points de base.

Au Brésil, après plusieurs exercices marqués par un environnement macro-économique dégradé, la situation se stabilise progressivement. Le chiffre d'affaires généré depuis la finalisation de l'acquisition de Ciplan le 21 janvier 2019 s'établit à 59 millions d'euros.

- *Dans l'activité Ciment*, avec près de 900 000 tonnes livrées, le chiffre d'affaires opérationnel s'établit à 45 millions d'euros. Dans cette activité, les volumes et les prix sont en progression par rapport à l'exercice précédent avant acquisition. L'EBITDA s'élève à 4 millions d'euros sur la période

- Dans l'activité Béton et Granulats, le chiffre d'affaires opérationnel s'élève à 17 millions d'euros. Les livraisons de béton se sont élevées à près de 210 000 mètres cubes et celles de granulats à près de 872 000 tonnes. Cette activité enregistre elle aussi une progression des volumes vendus. Les prix de vente sont bien orientés dans les granulats mais reculent encore dans le béton. L'EBITDA généré sur la période s'élève à 2 millions d'euros.

1.2.4 Compte de résultat zone Asie (Inde et Kazakhstan)

(En millions d'euros)	30 06 2019	30 06 2018 retraité	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires	193	200	-3,2%	-2,3%
EBITDA	48	32	+49,6%	+52,4%
EBIT	31	16	+93,8%	+98,4%

La zone Asie a bénéficié sur ce premier semestre d'un environnement macro-économique et sectoriel favorable, soutenue par des marchés locaux bien orientés. Dans ce contexte, le Groupe s'est focalisé sur l'augmentation des prix de vente, afin de compenser la forte inflation des coûts de l'énergie observée ces dernières années, et l'amélioration de sa marge d'EBITDA.

En **Inde**, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 162 millions d'euros au cours du premier semestre 2019, en retrait de -5,8% à périmètre et taux de change constants et de -5,3% en base publiée. Cette évolution reflète la stratégie du Groupe de privilégier l'augmentation des prix. Ainsi, avec près de 2,8 millions de tonnes vendues au cours du semestre, les volumes commercialisés sont en baisse de près de -16%. Les prix de vente affichent une très nette progression sur l'ensemble de la période. Compte tenu de ces éléments, et malgré le renchérissement des coûts de production lié à l'inflation des coûts de l'énergie, l'EBITDA généré sur le semestre s'établit à 36 millions d'euros, soit une hausse de +53,2% à périmètre et taux de change constants. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires consolidé s'améliore donc sensiblement sur la période pour s'établir à 22,0% contre 13,5% au premier semestre 2018.

Le **Kazakhstan** affiche une progression du chiffre d'affaires consolidé de +18,4% à périmètre et taux de change constants et de +9,2% en base publiée. Il est à noter qu'après un premier trimestre en très forte hausse (+49,8% à périmètre et change constants,) le chiffre d'affaires consolidé généré au deuxième trimestre progresse de +9,4% à périmètre et change constants. Sur un marché domestique légèrement affecté par l'impact des élections au cours du deuxième trimestre, le Groupe a réorienté une partie de ses volumes vers des marchés à l'export plus rémunérateurs. Dans ce contexte, les volumes fléchissent de près de -5% sur le semestre. En revanche, les prix moyens de vente enregistrent une forte progression, tant sur le marché domestique que sur les marchés à l'export.

Dans ce contexte, et malgré une hausse sensible des coûts de l'énergie, l'EBITDA généré sur la période affiche une croissance de +50,4% à périmètre et taux de change constants et s'élève à 13 millions d'euros. La marge d'EBITDA s'apprécie nettement pour s'établir à 41,0% contre 32,3% au premier semestre 2018.

1.2.5 Compte de résultat zone Méditerranée (Égypte et Turquie)

(En millions d'euros)	30 06 2019	30 06 2018 retraité	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires	75	109	-31,8%	-18,5%
EBITDA	-4	14	n.a	n.a
EBIT	-14	4	n.a	n.a

La zone Méditerranée a été affectée par une situation macro-économique et sectorielle qui s'est sensiblement dégradée en Turquie compte tenu de la dévaluation de la livre turque intervenue en août 2018, constituant ainsi une base de comparaison très défavorable après un premier semestre 2018 qui avait été particulièrement dynamique. En Égypte, l'environnement sécuritaire et concurrentiel est resté difficile sur l'ensemble de la période. Dans ce contexte, le Groupe a généré un EBITDA de -4 millions d'euros sur ce premier semestre.

En **Turquie**, le chiffre d'affaires s'établit à 57 millions d'euros, en baisse de -23,3% à périmètre et taux de change constants et de -40,1% en base publiée. Après un premier trimestre où le chiffre d'affaires s'affichait en retrait de -27,3% à périmètre et taux de change constants, l'activité recule de nouveau de -20,0% à périmètre et change constants au deuxième trimestre. Cette forte contraction de l'activité traduit l'impact de la dévaluation intervenue en août 2018 sur l'environnement macro-économique et sectoriel et le très net ralentissement de l'activité industrielle dans ce pays.

L'EBITDA généré au premier semestre s'établit à 2 millions d'euros, contre 18 millions d'euros au premier semestre 2018, soit un retrait de -86,9% à périmètre et taux de change constants et de -89,8% en base publiée.

- *Dans l'activité Ciment*, le chiffre d'affaires opérationnel semestriel recule de -24,2% à périmètre et taux de change constants et de -40,9% en base publiée. Après une baisse du chiffre d'affaires opérationnel au premier trimestre de -27,1% à périmètre et taux de change constants, la contraction de l'activité s'est poursuivie au deuxième trimestre (-22,1% à périmètre et taux de change constants). Cette forte baisse s'explique par un recul de plus de -39% des volumes vendus sur la période, en partie compensé par une forte augmentation des prix moyens de vente. Compte tenu de ces éléments, et de la forte progression des coûts de l'énergie, l'EBITDA généré par cette activité baisse de -78,6% à périmètre et taux de change constants (-83,3% en base publiée), avec un taux de marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel à 5,2% contre 18,4% au premier semestre 2018.
- *Le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité Béton & Granulats* sur la période baisse de -18,2% à périmètre et taux de change constants et de -36,2% en base publiée. Après une diminution du chiffre d'affaires opérationnel au premier trimestre de -24,2% à périmètre et taux de change constants, l'activité recule de -13,0% à périmètre et taux de change constants au cours du deuxième trimestre. Sur l'ensemble du semestre, les volumes vendus affichent un retrait de -32,3% dans le béton et de -34,3% dans les granulats. Les prix de vente progressent sensiblement sur l'ensemble de la période, tant dans le béton que dans les granulats. Dans ce contexte, l'EBITDA est à l'équilibre sur le semestre, contre un EBITDA positif de 5 millions d'euros au premier semestre 2018.

En **Égypte**, le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 18 millions d'euros, en hausse de +12,6% à périmètre et taux de change constants et de +23,6% en base publiée. Il est à noter qu'au deuxième trimestre le chiffre d'affaires recule de -8,4% à change constant et progresse de +1,8% en base publiée. Cette progression sur l'ensemble du semestre reflète un effet de base favorable au premier trimestre dans la mesure où cette même période en 2018 avait été impactée par les opérations militaires lancées en février 2018 dans le Nord Sinaï ayant entraîné l'arrêt de la production de l'usine pendant deux mois. Les ventes restent donc à des niveaux faibles dans un contexte marqué par un environnement macro-économique difficile et des contraintes logistiques importantes. Compte tenu de ces éléments, les volumes sont en progression de +18,6% sur l'ensemble de la période. Les prix de vente reculent compte tenu d'un environnement concurrentiel toujours marqué par la pression exercée par la nouvelle usine de l'armée égyptienne.

Dans ce contexte, le Groupe enregistre un EBITDA négatif de -6 millions d'euros sur le premier semestre 2019, à comparer à -4 millions d'euros au premier semestre 2018.

1.2.6 Compte de résultat Afrique

(En millions d'euros)	30 06 2019	30 06 2018 retraité	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Chiffre d'affaires	115	122	-5,7%	-5,9%
EBITDA	23	24	-3,7%	-3,8%
EBIT	8	9	-11,6%	-11,6%

Sur la zone **Afrique**, l'environnement macro-économique et sectoriel est favorable. La construction de logements, la poursuite des grands travaux qui relèvent de la commande publique contribuent à renforcer le dynamisme du secteur. Le premier semestre a néanmoins été perturbé par les élections présidentielles et législatives au Sénégal et la décision politique de bloquer la hausse des prix au cours de cette période.

Dans l'activité *Ciment*, le chiffre d'affaires recule de -7,4% à périmètre et change constants. Cette évolution résulte de volumes Ciment en baisse sur l'ensemble de la période de près de -7% compte tenu de contraintes de production et de prix de vente quasi stables. Compte tenu de ces éléments, et de l'inflation des coûts de l'énergie, l'EBITDA généré par cette activité recule de -18,2% à périmètre et change constants.

Au Sénégal, l'activité *Granulats* affiche un chiffre d'affaires consolidé stable sur la période. Compte tenu de la hausse des prix enregistrée sur la période, l'EBITDA dans cette activité progresse de +21,0%.

2. Éléments de Bilan et de Flux de trésorerie

Au 30 juin 2019, le Groupe présente une structure financière solide avec des capitaux propres de 2 461 millions d'euros, contre 2 329 millions d'euros au 30 juin 2018 retraité. L'endettement net ressort à 1 465 millions d'euros contre 1 112 millions d'euros au 30 juin 2018 retraité en IFRS 16.

Sur ces bases, le « gearing » s'élève au 30 juin 2019 à 59,5% contre 47,8% au 30 juin 2018, et le « leverage » à 2,95 fois contre 2,32 fois au 30 juin 2018.

Hors IFRS 16, référentiel toujours en vigueur pour le calcul des covenants, le « gearing » s'élève au 30 juin 2019 à 49,9% contre 38,3% au 30 juin 2018, et le « leverage » à 2,8 fois contre 2,0 au 30 juin 2018.

Le Groupe rappelle que l'existence de « covenants » ne constitue pas un risque sur la situation financière et la liquidité du bilan du Groupe. Au 30 juin 2019, Vicat respecte l'ensemble des ratios visés par les « covenants » contenus dans les contrats de financement.

La capacité d'autofinancement ressort à 173 millions d'euros, en hausse de +0,9% en base publiée et en baisse de -1,3% à périmètre et taux de change constants.

Les investissements industriels réalisés par le Groupe se sont élevés à 108 millions d'euros sur ce semestre, en hausse par rapport au 1^{er} semestre 2018 (94 millions d'euros). Ils devraient se situer à environ 200 millions d'euros sur l'ensemble de l'exercice 2019.

3. Perspectives 2019

En 2019, le contexte macro-économique devrait être caractérisé par une croissance économique globalement bien orientée, même si certaines régions émergentes resteront confrontées à un environnement politique et sectoriel incertain.

Enfin, les prix de l'énergie consommée devraient connaître une situation nettement plus favorable au second semestre compte tenu de la baisse récente de ces prix, de la politique de couverture des besoins du Groupe, et de sa stratégie industrielle de substitution des énergies fossiles.

Dans ce contexte, le Groupe attend une nette amélioration de son EBITDA et une progression de son résultat net sur l'ensemble de l'année.

En ce qui concerne chacune des régions, le Groupe souhaite fournir les éléments d'appréciations suivants:

En France, la baisse de l'activité dans le secteur résidentiel pourrait être compensée par une bonne vitalité des travaux publics, du commercial et de l'industriel dans un contexte de hausse des prix.

En Europe (hors France)

- *La Suisse*, dans un environnement macro-économique qui devrait très légèrement progresser, le Groupe anticipe une amélioration progressive des volumes vendus et des prix de vente dans le Ciment, le Béton et les Granulats. Dans l'activité préfabrication, la pression concurrentielle devrait rester forte.
- *En Italie*, les performances du Groupe devraient bénéficier de la poursuite du redressement du contexte macro-économique et sectoriel.

Dans la zone Amériques :

- *Aux États-Unis*, le contexte macro-économique et sectoriel devrait rester favorable. Ainsi, le Groupe s'attend à une amélioration des volumes vendus et une poursuite de la hausse des prix.
- *Au Brésil*, après plusieurs années caractérisées par une forte baisse de la consommation cimentière, celle-ci s'est progressivement stabilisée au cours des derniers 24 mois pour atteindre 54 millions de

tonnes en 2018. Compte tenu des changements politiques récents et des réformes annoncées, 2019 devrait montrer les premiers signes d'une reprise graduelle en volume et en prix.

Dans la zone Asie :

- *En Inde*, les effets des réformes entreprises par le gouvernement devraient se poursuivre et bénéficier à l'ensemble de l'économie et plus particulièrement au secteur de la construction. Dans ce contexte, la consommation cimentière devrait de nouveau croître sensiblement en 2019, dans un contexte concurrentiel qui devrait progressivement s'améliorer compte tenu de l'augmentation des taux d'utilisation de l'ensemble des intervenants de marché. Ainsi, si les prix de vente pourraient rester très volatils, ils sont attendus en progression conséquente sur l'ensemble de l'exercice.
- *Au Kazakhstan*, les performances atteintes au cours de l'exercice 2018 constituent une base de comparaison élevée dans un contexte qui devrait néanmoins rester favorable.

Dans la zone Méditerranée :

- *En Turquie*, la dégradation de l'environnement macro-économique et sectoriel suite à la dévaluation de la livre turque au mois d'août 2018 devrait se faire ressentir sur l'ensemble de l'exercice. Les impacts conjugués de la baisse des volumes vendus et de la hausse des coûts de production devraient être compensés par l'augmentation attendue des prix de vente. Dans ce contexte, le Groupe s'attend cependant à une forte dégradation de ses performances sur l'ensemble de l'exercice, avec cependant un effet de base moins défavorable au cours du deuxième semestre.
- *En Égypte*, le contexte sécuritaire devrait rester très tendu, et les coûts d'exploitations élevés. L'amélioration progressive des conditions de marché et les efforts d'investissements que le Groupe prévoit d'entreprendre afin d'améliorer ses performances ne devraient pas se faire ressentir sur la seconde partie de l'année.

En Afrique de l'Ouest, le marché de la construction est attendu en progression dans un environnement toujours compétitif. Dans ce contexte, le Groupe s'attend à une tendance positive des volumes de ciment sur l'ensemble du marché et à des prix de vente en progression au Sénégal.

4. Evènements récents

Aucun événement récent significatif.

5. Facteurs de risques

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2019 sont ceux décrits au chapitre 5.1 « Facteurs de risques » du document de référence 2018 déposé le 28 février 2019 auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D.19-0083. Pour le point particulier des instruments financiers, on pourra se reporter à la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2019 page 52 du présent document.

6. Annexes

Définition des indicateurs alternatifs de performance "IAP" :

- Les données à **périmètre et change constants** permettent de déterminer l'évolution organique d'agrégats chiffrés entre deux périodes et de les comparer en neutralisant les impacts liés aux variations de taux de change et du périmètre de consolidation. Elles sont déterminées en appliquant aux chiffres de la période en cours, les taux de change et le périmètre de consolidation de la période antérieure.
- Le **chiffre d'affaires opérationnel** d'un secteur géographique (ou d'une activité) correspond au chiffre d'affaires réalisé par le secteur géographique en question (ou l'activité) sous déduction du chiffre d'affaires intra-secteur (ou intra-activité).
- **Valeur Ajoutée** : elle est égale à la valeur de la production diminuée des consommations intermédiaires.
- **Excédent Brut d'Exploitation** : il est égal à la valeur ajoutée, diminuée des charges de personnel, des impôts et taxes (hors impôts sur les résultats et impôts différés) et augmentée des subventions d'exploitation.
- **EBITDA** (Earning Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization) : il se calcule en sommant l'Excédent Brut d'Exploitation et les autres produits et charges ordinaires
- **EBIT** : (Earning Before Interest and Tax) : il se calcule en sommant l'EBITDA et les dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires.
- **Capacité d'autofinancement** : elle est égale au résultat net avant prise en compte des charges nettes calculées sans impact sur la trésorerie (soit principalement les dotations nettes aux amortissements et provisions, les impôts différés, les résultats de cession et les variations de juste valeur).
- **Cash-flow libre** : il est égal aux flux nets opérationnels après déduction des investissements industriels nets de cessions.
- **L'endettement financier net** représente la dette financière brute (composée du solde des emprunts auprès d'investisseurs et des établissements de crédit, de la dette résiduelle sur contrats de location financement, du solde des autres emprunts et dettes financières hors options de vente et de la trésorerie passive), nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie, y inclus la réévaluation des dérivés de couverture et de la dette.
- **Le Gearing** est un ratio relatif à la structure financière correspondant à l'endettement net / capitaux propres consolidés.
- **Le Leverage** est un ratio relatif à la rentabilité correspondant à l'endettement net / EBITDA consolidé.

7. Compte de résultat du Groupe par activités

Activité Ciment

(En millions d'euros)	30 06 2019	30 06 2018	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Volume (en milliers de tonnes)	10 811	11 364	-4,9%	-12,6%
CA Opérationnel	770	743	+3,6%	-2,3%
CA Consolidé	653	628	+4,0%	-2,4%
EBITDA	155	161	-3,8%	-6,3%
EBIT	76	89	-14,9%	-12,6%

Activité Béton & Granulats

(En millions d'euros)	30 06 2019	30 06 2018	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
Volume Béton (en milliers de m ³)	4 265	4 572	-6,7%	-11,3%
Volume Granulats (en milliers de tonnes)	11 308	11 468	-1,4%	-9,0%
CA Opérationnel	528	490	+7,9%	+2,9%
CA Consolidé	518	480	+7,9%	+2,8%
EBITDA	64	52	+23,5%	+16,7%
EBIT	21	14	+46,9%	+42,8%

Activité Autres Produits & Services

(En millions d'euros)	30 06 2019	30 06 2018	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants)
CA Opérationnel	211	218	-3,6%	-3,8%
CA Consolidé	168	172	-2,6%	-3,7%
EBITDA	10	12	-19,2%	-20,2%
EBIT	0	3	n.a	n.a

2.

COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2019

État de la situation financière consolidée	17
Compte de résultat consolidé	18
État du résultat global consolidé	19
État des flux de trésorerie consolidés	20
État de variation des capitaux propres consolidés	21
Annexe aux comptes consolidés du 30 juin 2019	22

1. État de la situation financière consolidée

ACTIF <i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30 juin 2019	31 décembre 2018 Retraité (a)
ACTIFS NON COURANTS			
Goodwill	3	1 326 936	1 006 753
Autres immobilisations incorporelles	4	122 039	118 316
Immobilisations corporelles	5	1 860 274	1 806 040
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	6	220 433	223 792
Immeubles de placement		15 285	15 491
Participations dans des entreprises associées		63 078	53 044
Actifs d'impôts différés		123 613	93 394
Créances et autres actifs financiers non courants	7	281 543	152 831
Total des actifs non courants		4 013 201	3 469 661
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en-cours		429 065	385 133
Clients et autres débiteurs		526 919	407 085
Actifs d'impôts exigibles		67 979	42 215
Autres créances		144 288	142 745
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	325 696	314 633
Total des actifs courants		1 493 947	1 291 811
TOTAL DE L'ACTIF		5 507 148	4 761 472
PASSIF <i>(en milliers d'euros)</i>			
	Notes	30 juin 2019	31 décembre 2018 Retraité (a)
CAPITAUX PROPRES			
Capital	9	179 600	179 600
Primes		11 207	11 207
Réserves consolidées		2 055 517	2 068 460
Capitaux propres part du Groupe		2 246 324	2 259 267
Intérêts minoritaires		214 678	221 474
Total capitaux propres		2 461 002	2 480 741
PASSIFS NON COURANTS			
Provisions retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	10	132 637	118 344
Autres provisions	10	140 270	70 757
Dettes financières et options de vente	11	1 373 318	879 713
Obligations locatives	11	186 013	195 751
Impôts différés passifs		223 259	181 392
Autres passifs non courants		57 337	5 410
Total des passifs non courants		2 112 834	1 451 367
PASSIFS COURANTS			
Provisions	10	9 356	9 604
Dettes financières et options de vente à moins d'un an	11	221 785	152 813
Obligations locatives à moins d'un an	11	49 952	47 797
Fournisseurs et autres créditeurs		367 245	358 753
Passifs d'impôts exigibles		41 800	38 273
Autres dettes		243 174	222 124
Total des passifs courants		933 312	829 364
Total des passifs		3 046 146	2 280 731
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		5 507 148	4 761 472

(a) : la norme IFRS16 étant d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2019 et appliquée de manière rétrospective complète par le Groupe, les états financiers 2018 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

Les impacts de ces retraitements sont présentés dans la note 26.

2. Compte de résultat consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30 juin 2019	30 juin 2018 Retraité (a)
Chiffre d'affaires	13	1 339 758	1 281 261
Achats consommés		(851 775)	(834 071)
Valeur ajoutée	1.22	487 983	447 190
Charges de personnel		(234 553)	(213 458)
Impôts, taxes et versements assimilés		(38 329)	(34 508)
Excédent brut d'exploitation	1.22 & 16	215 101	199 224
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations	14	(146 362)	(117 220)
Autres produits et charges	15	25 731	19 650
Résultat d'exploitation	16	94 470	101 654
Coût de l'endettement financier net	17	(17 173)	(15 177)
Autres produits financiers	17	7 028	7 091
Autres charges financières	17	(11 804)	(7 814)
Résultat financier	17	(21 949)	(15 900)
Quote-part dans les résultats des sociétés associées		2 601	2 069
Résultat avant impôt		75 122	87 824
Impôts sur les résultats	18	(27 148)	(26 739)
Résultat net consolidé		47 974	61 085
Part attribuable aux intérêts minoritaires		1 854	2 949
Part attribuable au Groupe		46 120	58 136
EBITDA	1.22 & 16	228 147	224 343
EBIT	1.22 & 16	96 900	106 996
Résultat par action (en euros)			
Résultat net part du groupe de base et dilué par action	9	1,03	1,29

(a) : la norme IFRS16 étant d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2019 et appliquée de manière rétrospective complète par le Groupe, les états financiers 2018 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Les impacts de ces retraitements sont présentés dans la note 26.

3. État du résultat global consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018 Retraité (a)
Résultat net consolidé	47 974	61 085
Autres éléments du résultat global		
Eléments non recyclables au compte de résultat :		
Réévaluation du passif net au titre des prestations définies	(16 661)	4 536
Impôt sur les éléments non recyclables	4 157	(1 165)
Eléments recyclables au compte de résultat :		
Ecart de conversion	15 152	(46 158)
Couverture des flux de trésorerie	7 741	(3 594)
Impôt sur les éléments recyclables	(2 000)	928
Autres éléments du résultat global (après impôt)	8 389	(45 453)
Résultat global	56 363	15 632
Part attribuable aux intérêts minoritaires	6 436	(7 003)
Part attribuable au Groupe	49 927	22 635

(a) : la norme IFRS16 étant d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2019 et appliquée de manière rétrospective complète par le Groupe, les états financiers 2018 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Les impacts de ces retraitements sont présentés dans la note 26.

4. État des flux de trésorerie consolidés

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30 juin 2019	30 juin 2018 Retraité (a)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Résultat net consolidé		47 974	61 085
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		(2 601)	(2 070)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		1 482	1 346
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- amortissements et provisions		146 578	112 540
- impôts différés		(3 875)	1 571
- plus ou moins values de cession		(1 790)	(3 454)
- gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		210	157
- autres		(15 159)	114
Capacité d'autofinancement	1.22	172 819	171 289
Variation du besoin en fonds de roulement		(139 899)	(61 082)
Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles (1)	20	32 920	110 207
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Décaissements liés à des acquisitions d'immobilisations :			
- immobilisations corporelles et incorporelles		(90 120)	(78 402)
- immobilisations financières		(54 873)	(21 608)
Encaissements liés à des cessions d'immobilisations :			
- immobilisations corporelles et incorporelles		2 920	4 529
- immobilisations financières		6 821	4 983
Incidence des variations de périmètre		(291 774)	(12 984)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	21	(427 026)	(103 482)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Dividendes versés		(73 142)	(76 872)
Augmentations / Réductions de capital		500	-
Emissions d'emprunts	11	1 018 155	126 976
Remboursements d'emprunts	11	(549 469)	(24 063)
Remboursements des dettes locatives	11	(21 016)	(23 401)
Acquisitions d'actions propres		(2 368)	(16 153)
Cessions – attributions d'actions propres		4 807	17 658
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		377 467	4 145
Incidence des variations de cours des devises		3 921	(8 676)
Variation de la trésorerie		(12 718)	2 194
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture	22	261 969	220 058
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	22	249 251	222 252

(1) Dont flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat : (45,0) millions d'euros en 2019 et (29,3) millions d'euros en 2018.

Dont flux de trésorerie provenant des intérêts décaissés et encaissés : (16,4) millions d'euros en 2019 et (15,7) millions d'euros en 2018.

(a) : la norme IFRS16 étant d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2019 et appliquée de manière rétrospective complète par le Groupe, les états financiers 2018 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

Les impacts de ces retraitements sont présentés dans la note 26.

5. État de variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Auto - contrôle	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 1er janvier 2018 Publié	179 600	11 207	(60 714)	2 406 371	(360 344)	2 176 120	233 442	2 409 562
<i>Ajustements IFRS16 au 1er janvier</i>				(9 028)		(9 028)	(72)	(9 100)
Au 1er janvier 2018 Retraité (a)	179 600	11 207	(60 714)	2 397 343	(360 344)	2 167 092	233 370	2 400 462
Résultat semestriel retraité				58 136		58 136	2 949	61 085
Autres éléments du résultat global retraité (1)				(75)	(35 426)	(35 501)	(9 952)	(45 453)
<i>Résultat global retraité</i>				58 061	(35 426)	22 635	(7 003)	15 632
Dividendes distribués				(66 375)		(66 375)	(6 696)	(73 071)
Variation nette des actions propres			1 979	(352)		1 627		1 627
Variations de périmètre et acquisitions				(10 884)		(10 884)	(4 806)	(15 690)
Autres variations				(934)		(934)	563	(371)
Au 30 juin 2018 Retraité (a)	179 600	11 207	(58 735)	2 376 859	(395 770)	2 113 161	215 428	2 328 589
Au 1er janvier 2019	179 600	11 207	(56 144)	2 524 952	(400 348)	2 259 267	221 474	2 480 741
Résultat annuel				46 120		46 120	1 854	47 974
Autres éléments du résultat global (1)				(6 435)	10 241	3 806	4 582	8 388
<i>Résultat global</i>				39 685	10 241	49 926	6 436	56 362
Dividendes distribués				(66 435)		(66 435)	(7 030)	(73 465)
Variation nette des actions propres			4 402	(1 456)		2 946		2 946
Variations de périmètre et acquisitions							(6 440)	(6 440)
Autres variations				620		620	238	858
Au 30 juin 2019	179 600	11 207	(51 742)	2 497 366	(390 107)	2 246 324	214 678	2 461 002

1) Stock par nature des autres éléments du résultat global :

Les autres éléments du résultat global comprennent pour l'essentiel les écarts de conversion cumulés à la clôture depuis fin 2003. Pour mémoire, en application de l'option offerte par IFRS1, les écarts de conversion accumulés avant la date de transition aux IFRS ont été reclassés en report à nouveau à cette date.

(a) : la norme IFRS16 étant d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2019 et appliquée de manière rétrospective complète par le Groupe, les états financiers 2018 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison.

Les impacts de ces retraitements sont présentés dans la note 26.

Les réserves de conversion groupe se ventilent comme suit par devises (en milliers d'euros) au 30 juin 2019 et 2018 :

	30 juin 2019	30 juin 2018
Dollar	38 134	29 282
Franc suisse	187 275	162 402
Livre turque	(265 413)	(239 582)
Livre égyptienne	(124 896)	(125 533)
Tengué kazakh	(85 699)	(75 149)
Ouguiya mauritanien	(6 755)	(5 639)
Réal brésilien	(1 915)	-
Roupie indienne	(130 838)	(141 551)
	(390 107)	(395 770)

6. Annexe aux comptes consolidés du 30 juin 2019

NOTE 1	PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D’EVALUATION
NOTE 2	FAITS MARQUANTS ET VARIATIONS DE PERIMETRE
NOTE 3	GOODWILL
NOTE 4	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
NOTE 5	IMMOBILISATIONS CORPORELLES
NOTE 6	DROITS D’UTILISATION RELATIFS AUX CONTRATS DE LOCATION
NOTE 7	CREANCES ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS
NOTE 8	TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE
NOTE 9	CAPITAL SOCIAL
NOTE 10	PROVISIONS
NOTE 11	DETTES FINANCIERES NETTES ET OPTIONS DE VENTE
NOTE 12	INSTRUMENTS FINANCIERS
NOTE 13	CHIFFRE D’AFFAIRES
NOTE 14	DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET DEPRECIATIONS
NOTE 15	AUTRES PRODUITS ET CHARGES
NOTE 16	INDICATEURS DE PERFORMANCE
NOTE 17	RESULTAT FINANCIER
NOTE 18	IMPÔTS SUR LES RESULTATS
NOTE 19	INFORMATIONS SECTORIELLES
NOTE 20	FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR LES ACTIVITES OPERATIONNELLES
NOTE 21	FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D’INVESTISSEMENT
NOTE 22	COMPOSITION DE LA TRESORERIE NETTE
NOTE 23	TRANSACTIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES
NOTE 24	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE
NOTE 25	LISTE DES PRINCIPALES SOCIETES RETENUES POUR LA CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2019
NOTE 26	APPLICATION DE LA NORME IFRS16

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION**1.1 Déclaration de conformité**

Conformément au règlement européen n° 1606 / 2002 du Parlement européen du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les états financiers consolidés de Vicat sont établis, depuis le 1^{er} janvier 2005 conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Les normes retenues comme principes comptables de référence sont celles applicables à la date du 30 juin 2019.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB, mais non encore entrées en vigueur au 30 juin 2019 n'ont pas été appliquées par anticipation dans les comptes consolidés du Groupe à la clôture.

Les comptes consolidés du 30 juin ont été préparés conformément à IAS34 "Information financière intermédiaire". S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers consolidés et doivent donc être lus en relation avec ceux établis conformément au référentiel IFRS au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Les comptes consolidés du 30 juin 2019 présentent des informations comparatives pour l'exercice antérieur, établies selon le même référentiel IFRS à l'exception des évolutions normatives mentionnées ci-après, qui n'avaient pas été appliquées par anticipation par le Groupe et qui sont d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes consolidés au 30 juin 2019 sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels 2018, à l'exception principalement de la norme IFRS16 "Locations" applicable de façon obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2019, que le Groupe a choisi d'appliquer selon la méthode rétrospective complète à la date de transition, et de l'interprétation IFRIC 23 "Incertitude relative aux traitements fiscaux" sans impact significatif sur l'évaluation des impôts courants et différés du Groupe.

Les principaux changements induits par la norme IFRS16 sont les suivants :

- IFRS 16 remplace la norme IAS 17 ainsi que les interprétations IFRIC et SIC associées et vient supprimer, pour les preneurs, la distinction opérée précédemment entre "contrat de location simple" et "contrat de location financement". Le Groupe a adopté la mesure de simplification permettant de conserver les analyses IAS17 IFRIC 4 pour la définition d'un contrat de location.
- Un droit d'utilisation de l'actif loué sur la durée du contrat est comptabilisé à l'actif du bilan dès l'origine du contrat de location avec en contrepartie au passif une obligation locative, correspondant à la valeur actualisée des paiements futurs au titre de ces contrats. La composante services du contrat de location, et notamment celle relative au transport, a été identifiée lors de l'analyse et traitée séparément de la composante location.
- La durée des contrats de location correspond à la période contractuelle non résiliable à laquelle s'ajoute, le cas échéant, des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain (options de renouvellement en cours d'exercice sur la période ou pour lesquelles le Groupe dispose d'un historique statistique de pratiques). Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur du droit d'utilisation et la dette de loyers est déterminé sur la base du taux implicite du contrat ou à défaut, du taux d'intérêt marginal d'emprunt du preneur à la date de commencement du contrat. Le Groupe a appliqué des taux correspondants à l'échéance moyenne de remboursement de la dette de loyers, en définissant et utilisant des courbes de taux par durée, tenant compte de la structure des loyers et de la typologie des taux disponibles.

- Les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location sont amortis sur la durée la plus courte entre celle du contrat de location et la durée d'utilité de l'actif sous-jacent. Concernant les baux commerciaux 3/6/9 en France, le Groupe a appliqué la position indicative de l'ANC publiée le 16 février 2018.
- Les loyers versés associés aux contrats de locations sont analysés et comptabilisés comme un remboursement de l'obligation locative et une charge d'intérêts associée à cette dette.
- L'impact fiscal de l'application de cette norme a donné lieu à comptabilisation d'impôts différés.
- Le Groupe a utilisé les mesures d'exemption prévues par la norme visant à ne pas reconnaître au bilan les contrats de location d'une durée inférieure ou égale à 12 mois, ni ceux portant sur un actif de faible valeur (< 5KUSD ou équivalent). De même, le Groupe n'a pas retenu l'option offerte par la norme de retraiter les contrats de location d'immobilisations incorporelles compte tenu du nombre très limité de contrats concernés.

Les nouveaux principes comptables conformes à IFRS16 applicables en matière de location sont décrits dans la note 1.9.

En raison du choix fait par le Groupe d'appliquer IFRS16 selon la méthode rétrospective complète à la date de transition, les états financiers de l'exercice 2018 ont été retraités conformément à IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs », en application de la nouvelle norme à des fins de comparaison. Les impacts détaillés de la première application de la norme IFRS16 sont présentés dans la note 26.

Le Groupe a également appliqué l'interprétation IFRIC 23 "Incertitude relative aux traitements fiscaux" au 1^{er} janvier 2019, sans retraiter les exercices comparatifs. Son application au 1^{er} janvier 2019 n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers du Groupe. Cette interprétation clarifie l'application d'IAS12 « Impôts sur les résultats » concernant l'évaluation et la comptabilisation des risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat, ceux-ci provenant, par nature, de l'incertitude liée à une position fiscale retenue et qui pourrait être remise en cause par l'administration fiscale.

Suite à l'acquisition de la société Ciplan au Brésil, l'organisation du management des opérations a évolué et le Groupe a revu et adapté en conséquence la structure géographique de son reporting interne, utilisé par la Direction Générale pour le suivi et la mesure de la performance économique ainsi que l'allocation des investissements et des ressources, avec la définition de six zones géographiques. Outre cette évolution de l'organisation par zones, l'organisation matricielle de l'activité du Groupe, son internationalisation croissante et la prédominance des aspects géographiques dans les analyses stratégiques présentées à la Direction Générale, conduisent désormais à retenir l'axe géographique comme secteur opérationnel primaire, en remplacement de l'axe activité retenu jusqu'à fin décembre 2018. C'est en effet l'axe géographique qui permet le mieux aujourd'hui d'apprécier la nature et les impacts financiers des environnements économiques dans lesquels le Groupe opère. Une information additionnelle par secteurs d'activité a cependant été maintenue.

Le Groupe a appliqué au 30 juin 2019 conformément à IAS1 révisée et IFRS8 cette nouvelle présentation de l'information sectorielle, communiquée dans la note 19, avec retraitement des informations présentées au titre de 2018.

Ces comptes ont été arrêtés et approuvés par le Conseil d'Administration le 30 juillet 2019.

1.2 Base de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

L'état du résultat global consolidé est présenté par nature en deux tableaux distincts : le compte de résultat et les autres éléments du résultat global.

Les postes de l'état de la situation financière consolidée sont présentés selon la classification actifs courants / actifs non courants et passifs courants / passifs non courants, en fonction de leur exigibilité (correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an).

L'état des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte.

Les états financiers ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à la juste valeur : les instruments financiers dérivés, les actifs détenus à des fins de transaction, les actifs disponibles à la vente, la part des actifs et passifs faisant l'objet d'une opération de couverture.

Les principes et méthodes comptables exposées ci-après ont été appliqués de manière permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

L'établissement des comptes consolidés selon les normes IFRS implique qu'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses soient faites par la direction du Groupe, ayant une incidence directe sur les états financiers. Ces estimations reposent sur la continuité de l'exploitation et sont établies en fonction des éléments disponibles à la date de leur réalisation. Elles concernent principalement les hypothèses retenues pour :

- l'évaluation des provisions (notes 1.17 et 10), en particulier celles pour retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (notes 1.15 et 10),
- l'évaluation des options de vente consenties à des tiers sur actions de filiales consolidées (notes 1.16 et 11.2),
- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur (notes 1.14 et 12),
- l'évaluation des impôts différés actifs, et en particulier de la probabilité de disposer de bénéfices imposables futurs suffisants pour les imputer (notes 1.20 et 18),
- les évaluations retenues pour la réalisation des tests de perte de valeur (notes 1.4, 1.11 et 3),
- la définition du traitement comptable à appliquer en l'absence de norme (notes 1.7 et 4 relatives aux quotas d'émission),
- la définition de certains contrats, la détermination de la durée (période exécutoire) des contrats de location, en particulier la qualification des périodes de renouvellement comme étant raisonnablement certaines ou pas, ainsi que la détermination des taux d'actualisation y afférent (notes 1.9 et 6).

Les estimations et hypothèses sont revues régulièrement, dès que les circonstances le justifient, à minima à chaque clôture, et les éléments concernés des états financiers sont actualisés en conséquence.

1.3 Principes de consolidation

Lors d'une acquisition, les actifs et passifs de la société acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les résultats des sociétés acquises ou cédées en cours d'exercice sont retenus dans le compte de résultat consolidé pour la période postérieure ou antérieure, selon le cas, à la date d'acquisition ou de cession.

La consolidation est réalisée à partir des comptes annuels des sociétés, arrêtés au 30 juin et retraités, s'il y a lieu, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les soldes et toutes les transactions internes sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe Vicat a le pouvoir de contrôle, seul, directement ou indirectement, sont consolidées par intégration globale.

Coentreprises et Entreprises associées

Les coentreprises, dont le contrôle est partagé et qui peuvent faire l'objet d'une exploitation en commun par un nombre limité d'actionnaires et les entreprises associées, participations sur lesquelles Vicat exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les goodwill dégagés lors de l'acquisition de ces participations sont présentés sur la ligne "titres mis en équivalence".

La liste des principales sociétés retenues pour la consolidation au 30 juin 2019 figure dans la note 25.

1.4 Regroupement d'entreprises – goodwill

À compter du 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en application des normes IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises" et IAS 27 révisée "États financiers consolidés et individuels". Ces normes révisées étant d'application prospective, elles sont sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010.

Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010

Ils sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le goodwill représente la différence entre le coût d'acquisition des titres de la société acquise et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à la date d'acquisition. Les goodwill issus des regroupements d'entreprises effectués à compter du 1^{er} janvier 2004 sont évalués dans la devise de l'entreprise acquise. En application de l'option offerte par IFRS1, les regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition du 1^{er} janvier 2004 n'ont pas été retraités et les goodwill y afférent ont été maintenus pour leur valeur nette figurant au bilan établi selon les principes français au 31 décembre 2003.

En cas d'excédent de la quote-part d'intérêts dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis par rapport au coût ("goodwill négatif"), la totalité de cet excédent résiduel est constatée dans le résultat de l'exercice d'acquisition, sauf en cas d'acquisition d'intérêts minoritaires d'une entreprise déjà intégrée globalement, pour lesquels cet excédent est constaté dans les capitaux propres.

Les valeurs des actifs et passifs acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises doivent être déterminées de manière définitive dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Ces valeurs peuvent donc faire l'objet d'ajustement lors des clôtures de comptes intervenant durant ce délai.

Les intérêts minoritaires sont évalués sur la base de leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets acquis.

Lorsque le regroupement s'effectue par achats successifs, chaque transaction significative est traitée séparément et donne lieu à une évaluation des actifs et passifs acquis et à la détermination d'un goodwill.

Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010

La norme IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises", d'application obligatoire pour les regroupements réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010, a introduit principalement les modifications suivantes par rapport à la précédente norme IFRS 3 (avant révision) :

- la détermination du goodwill en une seule fois, lors de la prise de contrôle.
Le Groupe a alors le choix, pour chaque regroupement d'entreprise, lors de la prise de contrôle, d'évaluer les intérêts minoritaires :
 - soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (option du goodwill "partiel"),
 - soit à leur juste valeur (option du goodwill "complet").

L'évaluation à la juste valeur des intérêts minoritaires a pour effet d'augmenter le goodwill à hauteur de la part attribuable à ces intérêts minoritaires, se traduisant par la constatation d'un goodwill dit "complet".

- la comptabilisation de tout ajustement du prix d'acquisition à la juste valeur dès la date d'acquisition, tout ajustement ultérieur survenant au-delà du délai d'affectation de 12 mois à compter de la date d'acquisition étant comptabilisé en résultat.
- la constatation des coûts liés au regroupement d'entreprise en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.
- dans le cas des regroupements réalisés par étapes, lors de la prise de contrôle, la réévaluation de la participation antérieurement détenue dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et la comptabilisation de l'éventuel profit ou perte qui en découle en résultat.

Conformément à IAS 36 (cf. note 1.11), les goodwills font l'objet, à chaque clôture annuelle, et en cas d'indice de perte de valeur, d'un test de dépréciation, consistant à comparer leur valeur nette comptable à leur valeur d'utilité déterminée sur la base d'une méthode de projection des flux futurs de trésorerie actualisés. Lorsque cette dernière s'avère inférieure à la première, une dépréciation correspondant à la perte de valeur ainsi déterminée est constatée.

1.5 Monnaies étrangères

Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date d'opération. À la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change de clôture de l'exercice et les différences de change qui en résultent sont comptabilisées au compte de résultat.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les actifs et passifs des sociétés du Groupe libellés en devises étrangères, et ne faisant pas l'objet de couverture, sont convertis en euros, en appliquant le cours de change en vigueur à la date de clôture, les produits et charges du compte de résultat et les flux du tableau des flux de trésorerie en appliquant le cours moyen de l'exercice. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits directement en capitaux propres.

En cas de cession ultérieure, le montant cumulé des écarts de change afférents à l'investissement net cédé libellé en devise étrangère est constaté en résultat. En application de l'option offerte par IFRS1, les écarts de conversion accumulés avant la date de transition ont été reclassés en report à nouveau à cette

date. Ils ne donneront pas lieu à comptabilisation en résultat en cas de cession ultérieure de ces investissements libellés en devise étrangère.

Les cours utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	Cours de clôture		Cours Moyen	
	30 juin 2019	31 décembre 2018	30 juin 2019	30 juin 2018
USD	1,1380	1,1450	1,1298	1,2108
CHF	1,1105	1,1269	1,1294	1,1696
EGP	18,9794	20,5498	19,5142	21,4065
TRL	6,5655	6,0588	6,3543	4,9568
KZT	433,0400	439,9100	428,5083	395,1783
MRU	41,0776	41,8581	41,0492	42,7248
XOF	655,9570	655,9570	655,9570	655,9570
BRL	4,3511	-	4,3407	-
INR	78,5240	79,7298	79,1182	79,5115

1.6 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles (brevets, droits et logiciels principalement) sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles. Ce coût comprend le coût d'acquisition ou de production et tous les autres coûts directement attribuables engagés pour l'acquisition ou la production de l'actif et pour sa mise en service.

Les immobilisations à durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité (durée n'excédant pas 15 ans pour l'essentiel) selon le mode linéaire.

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges de l'exercice où elles sont encourues. Les frais de développement répondant aux critères d'activation définis par IAS 38 sont immobilisés.

1.7 Quotas d'émission

Il n'existe pas, à ce jour, dans le référentiel IFRS, de norme ou interprétation traitant spécifiquement des droits d'émission de gaz à effet de serre. Le Groupe a décidé de retenir la méthode préconisée par l'ANC, compatible avec les normes IFRS en vigueur (Règlement n°2012-03 du 4 octobre 2012, homologué le 7 janvier 2013), qui permet de fournir une information financière plus fiable et pertinente pour refléter le modèle économique des quotas, en supprimant notamment les impacts liés à la volatilité du cours des quotas.

Selon cette méthode, dès lors que les quotas sont destinés à remplir les obligations liées aux émissions (modèle production) :

- les quotas sont comptabilisés en stocks lors de leur acquisition (à titre gratuit ou onéreux). Ils sont sortis au fur et à mesure pour couvrir les émissions de gaz à effet de serre, dans le cadre de la procédure de restitution, ou à l'occasion de leur cession, et ne sont pas réévalués à la clôture ;
- une dette est comptabilisée à la clôture en cas de déficit de quotas.

Le Groupe n'ayant à aujourd'hui que des quotas alloués gratuitement par l'État dans le cadre des Plans Nationaux d'Affectation des Quotas, l'application de ces règles conduit donc à les enregistrer en stock pour une valeur nulle. Par ailleurs, des excédents étant à ce jour constatés par le Groupe, aucune dette n'est comptabilisée au bilan, et en l'absence de cession, aucun montant n'est comptabilisé au compte de résultat.

1.8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles, en appliquant l'approche par composants prévue par IAS 16. Lorsqu'une immobilisation corporelle comporte des composants significatifs ayant une durée d'utilité différente, ceux-ci sont amortis sur leur durée d'utilité, selon le mode linéaire, à compter de leur date de mise en service.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes en fonction des catégories d'actifs concernés :

	<u>Actifs ciment</u>	<u>Actifs béton granulats</u>
Génie civil :	15 à 30 ans	15 ans
Gros matériel :	15 à 30 ans	10 à 15 ans
Équipements annexes :	8 ans	5 à 10 ans
Électricité :	15 ans	5 à 10 ans
Automatismes et instrumentations :	5 ans	5 ans

Les gisements sont amortis en fonction des tonnages extraits dans l'année par comparaison aux réserves totales estimées.

Certains terrains de sociétés françaises acquis avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation, maintenue dans les comptes, dont l'impact sur les postes concernés n'est pas significatif.

Les intérêts d'emprunts supportés pour financer la réalisation des investissements pendant la période précédant leur mise en service sont immobilisés. Sont également capitalisées les différences de change résultant des emprunts en monnaie étrangère dans la mesure où elles sont assimilées à un ajustement des coûts d'intérêts et dans la limite de la charge d'intérêts qui aurait été supportée au titre d'un emprunt en monnaie locale.

1.9 Contrats de location

Les contrats de location, à l'exception de ceux entrant dans le champ des exemptions prévues par la norme IFRS16, sont comptabilisés au bilan, dès l'origine des contrats, avec la constatation d'un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat, et d'une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers. La composante services du contrat de location, et notamment celle relative au transport, est identifiée lors de l'analyse et traitée séparément de la composante location.

Les paiements relatifs aux contrats de location de courte durée (< ou = 12 mois) ou portant sur des actifs de faible valeur (<5KUSD) ainsi que ceux concernant des actifs incorporels, dont le nombre est très limité, sont exclus des obligations locatives.

Les loyers payés au titre de ces contrats sont constatés en charges opérationnelles pendant toute la durée de la location.

La durée des contrats de location correspond à la période contractuelle non résiliable d'utilisation de l'actif, à laquelle s'ajoute, le cas échéant, des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain (options de renouvellement en cours d'exercice ou pour lesquelles le Groupe dispose d'un historique statistique de pratiques). Concernant les baux commerciaux 3/6/9 en France, le Groupe a appliqué la position indicative de l'ANC publiée le 16 février 2018.

Les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location incluent à l'origine l'obligation locative, les coûts directs initiaux, les loyers prépayés et l'estimation des coûts de démantèlement ou de remise en état prévus au contrat, et excluent l'éventuelle composante services, correspondant le plus souvent à la prestation de transport prévue au contrat. Ils sont amortis conformément aux dispositions d'IAS16 « Immobilisations corporelles » sur la durée la plus courte entre celle du contrat de location retenue et la durée d'utilité de l'actif sous-jacent, et le cas échéant dépréciés en application d'IAS36 « Dépréciation d'actifs »

Après la comptabilisation initiale, le droit d'utilisation de l'actif est évalué au coût, sous déduction du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

L'obligation locative est évaluée à l'origine à la valeur actualisée des paiements futurs, qui comprennent la valeur actualisée des paiements de loyers fixes et variables, s'ils dépendent d'un indice ou d'un taux, et des paiements estimés prévus à la fin du contrat, tels que la garantie de valeur résiduelle et l'option d'achat dont l'exercice est jugé raisonnablement certain.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation locative est déterminé sur la base du taux implicite du contrat, ou à défaut, du taux d'intérêt marginal d'emprunt du preneur à la date de commencement du contrat. Le Groupe applique des taux correspondants à l'échéance moyenne de remboursement de la dette de loyers, en définissant et utilisant des courbes de taux par durée, tenant compte de la structure des loyers et de la typologie des taux disponibles.

Après la comptabilisation initiale, l'obligation locative est calculée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et est réévaluée, avec un ajustement correspondant de l'actif lié au droit d'utilisation, si les paiements de location futurs sont modifiés du fait de négociation, de changement d'un indice ou d'un taux, ou en cas de réévaluation d'options.

Les paiements de loyers associés aux contrats de locations sont analysés et comptabilisés en application d'IFRS 16 comme un remboursement de l'obligation locative et une charge d'intérêts associée à cette dette.

1.10 Immeubles de placement

Le Groupe comptabilise ses immeubles de placement au coût historique, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs pratiqués. Ils sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité (10 à 25 ans).

La juste valeur de ses placements immobiliers est déterminée par les services dédiés du Groupe, assistés d'un consultant externe, principalement par référence aux prix du marché observés lors de transactions réalisées sur des biens comparables ou publiés par les chambres des notaires locales. Elle est présentée en annexe à chaque clôture annuelle.

1.11 Dépréciation des actifs non courants

Conformément à IAS 36, les valeurs comptables des actifs à durée de vie indéfinie sont revues à chaque clôture annuelle et en cours d'exercice en cas d'indice de perte de valeur. Pour les actifs à durée de vie définie, les valeurs sont revues seulement si des indices de pertes de valeur montrent une dépréciation probable.

Une perte de valeur doit être comptabilisée en charges au compte de résultat, dès lors que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée selon la méthode de projection des flux futurs de trésorerie actualisés sur une durée de 10 ans, augmentée de

la valeur terminale calculée sur la base d'une projection à l'infini du cash-flow opérationnel de la dernière année. Cette durée est en phase avec l'intensité capitalistique des activités du Groupe et la longévité des outils industriels.

Les cash flows prévisionnels sont déterminés avant impôt sur la base des éléments suivants inflatés puis actualisés :

- l'EBITDA issu du Plan Long Terme sur les 5 premières années, puis projeté jusqu'à l'année 10,
- les investissements de maintien,
- et la variation du Besoin en Fonds de Roulement.

Les hypothèses qui servent au calcul des tests de dépréciation émanent des prévisions construites par les opérationnels, au plus près de leur connaissance du marché, du positionnement commercial des activités et des performances de l'outil industriel. Ces prévisions intègrent l'impact de l'évolution prévisible de la consommation cimentière en fonction des données macro-économiques et sectorielles, des changements susceptibles de modifier la situation concurrentielle, des améliorations techniques apportées au "process" de fabrication ainsi que de l'évolution attendue du coût des principaux facteurs de production contribuant au prix de revient des produits.

Pour certains pays soumis à des tensions sociales et sécuritaires, les hypothèses retenues intègrent en outre, sur la base de données récentes et de l'examen des effets de ces tensions sur les conditions actuelles de l'activité, l'amélioration potentielle résultant de la levée progressive et partielle de certaines d'entre elles.

Les flux de trésorerie projetés sont actualisés au coût moyen pondéré du capital (CMPC ou WACC) avant impôts, conformément aux prescriptions de la norme IAS 36. Ce dernier est calculé par pays en tenant compte du coût de l'argent sans risque à long-terme, du risque de marché pondéré par un facteur de volatilité sectorielle, ainsi que d'une prime pays, reflétant les risques spécifiques du marché sur lequel opère l'UGT concernée.

Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur d'utilité d'un actif isolé, celle-ci est appréciée au niveau de l'UGT à laquelle l'actif appartient (défini par IAS36 comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs générant des entrées de trésorerie indépendante), dans la mesure où les installations industrielles, les produits et les marchés constituent un ensemble cohérent.

L'analyse a ainsi été menée au niveau de chaque zone géographique / marché / activité, et les UGT ont été déterminées en fonction de l'existence ou non d'une intégration verticale entre les activités du Groupe exercées sur la zone concernée.

La valeur des actifs ainsi testée, à minima annuellement au niveau de chaque UGT, est composée des actifs non courants incorporels et corporels majorée du goodwill attribuable aux minoritaires.

Ces tests de dépréciation sont sensibles aux hypothèses retenues pour chaque UGT, principalement en matière :

- de taux d'actualisation, tel que précédemment défini,
- de taux d'inflation, devant refléter l'évolution des prix de vente et des coûts futurs attendus,
- de taux de marge d'Ebitda normatif,
- de taux d'investissement à long terme,
- de taux de croissance à l'infini.

Des tests de sensibilité à l'augmentation ou la diminution d'un point du taux d'actualisation et du taux de croissance à l'infini retenus sont réalisés à chaque clôture annuelle afin de mesurer l'incidence sur la valeur des UGT du Groupe. Par ailleurs, ce taux d'actualisation intègre une prime de risque pays et une

prime de risque sectoriel traduisant la cyclicité de certains facteurs inhérents au secteur d'activité, ce qui permet d'appréhender la volatilité de certaines composantes du prix de revient, sensible notamment aux coûts énergétiques.

Les pertes de valeurs constatées sont réversibles et font l'objet d'une reprise en cas de diminution, à l'exception de celles afférentes aux goodwill, qui sont définitives.

1.12 Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré, au plus bas du coût d'acquisition ou de production et de la valeur nette de réalisation (prix de vente diminué des coûts nécessaires estimés pour l'achèvement et pour réaliser la vente).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production et les amortissements consolidés des biens concourant à la production.

Pour les stocks de produits fabriqués et les en cours de production, le coût comprend une quote-part appropriée de charges fixes fondée sur des conditions d'utilisation normatives des outils de production.

Des dépréciations sont constituées, le cas échéant, sur les stocks pour prendre en compte les pertes probables identifiées à la clôture de l'exercice.

1.13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (ayant une échéance inférieure à 3 mois et ne présentant pas de risque de variation de valeur). Ces derniers sont valorisés à leur valeur de marché à la clôture. La trésorerie nette, dont la variation est présentée dans le tableau des flux de trésorerie, est constituée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie diminués des découverts bancaires.

1.14 Instruments financiers

Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers, lors de leur comptabilisation initiale, conformément aux dispositions prévues par IFRS9 qui repose sur une approche basée d'une part sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs et d'autre part sur le modèle de gestion dans lequel s'inscrit leur détention.

En pratique, pour le Groupe Vicat, le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels conduit à distinguer d'une part les instruments de nature prêt ou créance, dont l'évaluation est fonction du modèle de gestion dans lequel s'inscrit leur détention, et d'autre part les instruments de capitaux propres.

La norme prévoit ainsi trois catégories pour les prêts et créances, chacune associée à un mode de gestion distinct :

- les actifs financiers évalués au coût amorti dont l'objectif est de les détenir pour percevoir les flux de trésorerie contractuels. C'est le cas notamment de l'essentiel des prêts et des créances;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global dont l'objectif est de les détenir à la fois pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et de les vendre ;

- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat pour ceux ne correspondant à aucun des deux modèles économiques ci-dessus.

Les instruments de capitaux propres sont, en application d'IFRS9, des actifs financiers évalués à la juste valeur, dont les variations sont à enregistrer en résultat ou en autres éléments du résultat global non recyclables en résultat, suivant l'option retenue à l'origine, titre par titre. Pour certains titres non consolidés non cotés, la méthode du coût a cependant été maintenue dans la mesure où elle constitue la meilleure approximation disponible de la juste valeur.

Toutes les opérations d'achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisées à la date de transaction.

Les instruments de nature créance font l'objet d'une dépréciation sur la base des pertes de crédit attendues sur la totalité de la durée de vie de l'instrument, le risque de crédit étant appréhendé et apprécié sur la base de données historiques et des informations disponibles à la clôture.

Passifs financiers

Le Groupe classe ses passifs financiers non dérivés, lors de leur comptabilisation initiale, en passifs financiers évalués au coût amorti. Ils comprennent principalement les emprunts, les autres financements, les découverts bancaires. Le Groupe n'a pas de passif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Actions d'autocontrôle

Conformément à IAS 32, les actions propres Vicat sont inscrites en déduction des capitaux propres.

Instruments dérivés et relations de couverture

Le Groupe utilise des instruments de couverture pour réduire son exposition aux variations de taux d'intérêts et de cours de change résultant de ses activités opérationnelles, de financement et d'investissement. Ces opérations de couverture sont réalisées au moyen d'instruments financiers dérivés. Le Groupe utilise des swaps et caps de taux d'intérêts pour gérer son exposition aux risques de taux et des contrats de change à terme et swaps de devises pour couvrir l'exposition au risque de change.

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par le Groupe exclusivement à des fins de couverture économique et aucun instrument n'est détenu à des fins spéculatives.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat dans le résultat financier (« Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers »). Les justes valeurs des dérivés sont estimées à partir des modèles de valorisation suivants :

- la valeur de marché des swaps de taux, swaps de change et des opérations d'achats/ventes à terme est calculée à partir d'une actualisation des flux futurs sur la base des courbes de taux "zéro coupon" en vigueur à la clôture des exercices présentés, retraités le cas échéant des intérêts courus non échus ;
- les options de taux sont réévaluées sur la base du modèle Black and Scholes en intégrant les paramètres de marché existants à la clôture.

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture selon le type de relation de couverture :

- La couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif qui est

attribuable à un risque particulier, notamment les risques de taux et de change et qui affecteraient le résultat net présenté ;

- La couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple vente ou achat attendu, opération future « hautement probable ») et qui affecterait le résultat net présenté.

La comptabilité de couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme ou d'un flux de trésorerie est applicable si :

- La relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- L'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine puis par la vérification régulière de la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction inefficace de la couverture est systématiquement enregistrée en résultat.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- en cas de documentation d'une relation de couverture de Juste Valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est comptabilisée en compte de résultat, venant se compenser avec la réévaluation à la juste valeur du risque couvert. Le résultat est impacté de la seule part inefficace de la couverture ;
- en cas de documentation d'une relation de couverture de Flux de Trésorerie, la variation de juste valeur du dérivé de couverture est enregistrée initialement en capitaux propres pour la part efficace et directement en compte de résultat pour la part inefficace de la variation. Les variations cumulées de la juste valeur de l'instrument de couverture précédemment enregistrées en capitaux propres sont transférées en compte de résultat au même rythme que les flux de trésorerie couverts.

1.15 Avantages au personnel

Le Groupe comptabilise la totalité du montant de ses engagements en matière d'avantages postérieurs à l'emploi en application des dispositions de la norme IAS19 révisée.

Les réglementations, usages et accords contractuels en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés consolidées du Groupe, prévoient différents avantages postérieurs à l'emploi : indemnités de départ en retraite, compléments de retraite, retraite chapeau pour les dirigeants..., ainsi que d'autres avantages à long terme (couverture de dépenses médicales au bénéfice des retraités, ...).

Les régimes à cotisations définies sont ceux pour lesquels l'engagement du Groupe se limite uniquement au versement de cotisations, qui sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les régimes à prestations définies, qui comprennent tous les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, autres que ceux à cotisations définies, constituent un engagement futur pour le Groupe. Les engagements correspondants font l'objet d'un calcul actuariel (évolution des salaires, mortalité, rotation, ...) selon la méthode des unités de crédits projetées, conformément aux usages et aux clauses prévues par les conventions collectives.

Certains régimes de retraite à prestations définies, principalement aux États-Unis et en Suisse sont couverts pour tout ou partie par des actifs dédiés qui sont composés pour l'essentiel d'actions et d'obligations.

Les positions nettes des régimes sont intégralement provisionnées dans l'état de la situation financière, après déduction, le cas échéant, de la juste valeur de ces actifs investis, dont le montant peut être ajusté compte-tenu du mécanisme de "l'asset ceiling". En cas d'excédent d'actif (régime sur-financé), celui-ci n'est comptabilisé dans l'état de la situation financière que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs effectivement disponibles pour le Groupe, et dans la limite du plafond défini par la norme.

Les écarts actuariels résultent du changement d'hypothèses actuarielles et/ou d'écarts constatés entre ces hypothèses et la réalité. Les écarts actuariels se rapportant aux avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés en « autres éléments du résultat global » et ne sont pas recyclables au compte de résultat.

En application de l'option offerte par IFRS 1, le Groupe avait choisi de mettre à zéro les écarts actuariels liés aux avantages au personnel non encore reconnus dans le bilan de transition par imputation sur les capitaux propres.

1.16 Options de vente consenties sur actions de filiales consolidées

En application des normes IAS 27 et IAS 32, les options de vente consenties à des tiers minoritaires de filiales consolidées par intégration globale sont enregistrées dans les passifs financiers pour la valeur actuelle de leur prix d'exercice estimé avec en contrepartie une réduction des intérêts minoritaires correspondants.

Le différentiel entre la valeur de l'option et le montant des intérêts minoritaires est constaté :

- en goodwill, pour les options émises avant le 1er janvier 2010,
- en diminution des capitaux propres - part du Groupe- pour les options émises après le 1^{er} janvier 2010.

La dette est estimée en fonction des données contractuelles disponibles (prix, formule, ...) et tout autre élément pertinent pour son évaluation. Sa valorisation est revue à chaque clôture et les variations ultérieures de la dette sont constatées :

- soit en contrepartie du goodwill (options émises avant le 1er janvier 2010),
- soit en contrepartie des capitaux propres -part du Groupe- (options émises après le 1er janvier 2010).

Aucun impact n'est enregistré dans le compte de résultat hormis l'impact de l'actualisation annuelle de la dette constatée dans le résultat financier ; le résultat -part du Groupe- reste calculé sur la base du pourcentage détenu dans les filiales concernées, sans prise en compte du pourcentage d'intérêt attaché aux options de vente.

1.17 Provisions

Conformément à IAS 37, une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle, légale ou implicite, résultant d'un fait générateur antérieur à la clôture qui entraînera une sortie de ressources sans contrepartie attendue après la clôture, pouvant être estimée de manière fiable.

Elles incluent notamment les provisions pour remise en état des sites, constituées au fur et à mesure de l'exploitation des carrières et comprenant les coûts prévisionnels liés à l'obligation de reconstitution des sites de carrière.

Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an, font l'objet d'une actualisation, conformément à IAS 37, lorsque son effet est significatif. Les effets de cette actualisation sont enregistrés en résultat financier.

1.18 Chiffre d'affaires

Conformément à IFRS15, le chiffre d'affaires est comptabilisé lors du transfert du contrôle du bien ou du service au client, correspondant le plus souvent, compte tenu de la nature des activités du Groupe, à la date de livraison physique. Il est constaté pour un montant qui reflète le paiement que l'entité s'attend à recevoir en contrepartie de ce bien ou service, net des remises et ristournes commerciales et après déduction des droits d'accises collectés par le Groupe dans le cadre de son activité. Il comprend les coûts de transport et de manutention facturés aux clients.

1.19 Autres produits et charges

Il s'agit de charges et produits qui émanent de l'activité opérationnelle du Groupe, mais qui ne sont pas engagés dans le cadre du processus direct de production ou de l'activité commerciale. Ces charges et produits concernent notamment les indemnités d'assurances, les redevances brevets, les ventes d'excédents de CO2 et certaines charges liées à des sinistres ou litiges.

1.20 Impôts sur le résultat

Les impôts différés sont calculés avec les taux d'impôts, dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, et qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont déterminés sur la base d'une analyse bilantielle, pour les différences temporelles identifiées dans les filiales du Groupe entre les valeurs dans l'état de la situation financière consolidé et les valeurs fiscales des éléments d'actif et de passif.

Des impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles, y compris sur le retraitement des contrats de location financement, sauf si la différence temporelle est générée par un goodwill.

Les impôts différés actif et passif sont compensés au niveau de chaque entité. Lorsque le solde correspond à une créance, un impôt différé actif est constaté s'il est probable que la société disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels elle pourra imputer les actifs d'impôts considérés.

Une incertitude concernant le traitement comptable des risques liés aux impôts sur le résultat et à la non acceptation par les autorités fiscales du traitement fiscal retenu est comptabilisée en actif / passif d'impôts sur le résultat en fonction du caractère probable de réalisation qui ne tient pas compte de la probabilité de non détection par l'administration fiscale.

1.21 Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 "Secteurs opérationnels", l'information sectorielle présentée dans la note 19 a été définie sur la base des données issues du reporting interne. Cette information est celle utilisée par la Direction Générale qui met en œuvre la stratégie définie par le Président du Conseil d'Administration, pour la mesure de la performance économique du Groupe et l'allocation des investissements et ressources aux zones géographiques et aux activités.

Les secteurs opérationnels déterminés en application d'IFRS 8 sont constitués des 6 zones géographiques suivantes dans lesquelles le Groupe exerce ses activités et qui peuvent regrouper, comme le permet la norme IFRS 8, les pays présentant des similitudes :

- La France,
- La zone Europe (hors France) regroupant la Suisse et l'Italie,
- La zone Amériques regroupant les États-Unis et le Brésil,

- La zone Asie regroupant l'Inde et le Kazakhstan,
- La zone Méditerranée composée de la Turquie et de l'Égypte,
- La zone Afrique, réunissant le Sénégal, le Mali et la Mauritanie.

Cette organisation par zones géographiques permet d'appréhender la nature et les impacts financiers des environnements économiques dans lesquels le Groupe opère et traduit bien son organisation matricielle ainsi que la prédominance des aspects géographiques dans les analyses stratégiques présentées à la Direction Générale.

Les indicateurs de gestion présentés au titre de ces secteurs opérationnels ont été adaptés pour être en cohérence avec ceux suivis par la Direction Générale tout en respectant les informations requises par IFRS 8 : Chiffre d'affaires opérationnel et consolidé, EBITDA et EBIT (cf. § 1.22), Total des actifs non courants, Capitaux nets investis (cf. § 26), Investissements industriels, Dotation nette aux amortissements des immobilisations et Effectifs.

Les indicateurs de gestion suivis dans le cadre du reporting interne sont identiques à l'ensemble des secteurs opérationnels définis ci-dessus et sont déterminés conformément aux principes IFRS appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

1.22 Indicateurs financiers

La définition des indicateurs de performance financière, utilisés par le Groupe, comme par d'autres acteurs industriels notamment dans le domaine des matériaux de construction, et présentés avec le compte de résultat, est la suivante :

Valeur Ajoutée : elle est égale à la valeur de la production diminuée des consommations intermédiaires

Excédent Brut d'exploitation : il est égal à la valeur ajoutée, diminuée des charges de personnel, des impôts et taxes (hors impôts sur les résultats et impôts différés) et augmentée des subventions d'exploitation.

EBITDA (Earning Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization) : il se calcule en sommant l'Excédent Brut d'Exploitation et les autres produits et charges ordinaires.

EBIT (Earning Before Interest and Tax) : il se calcule en sommant l'EBITDA et les dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires.

Capacité d'autofinancement : elle est égale au résultat net avant prise en compte des charges nettes calculées sans impact sur la trésorerie (soit principalement les dotations nettes aux amortissements et provisions, les impôts différés, les résultats de cession et les variations de juste valeur).

1.23 Saisonnalité

La demande dans les activités du Ciment, du Béton prêt à l'emploi et des Granulats est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Le Groupe enregistre par conséquent généralement un chiffre d'affaires plus bas aux premier et quatrième trimestres, pendant la saison hivernale sur les principaux marchés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

NOTE 2 FAITS MARQUANTS ET VARIATIONS DE PÉRIMETRE**Environnement macro-économique et activité**

Le Groupe enregistre une nette progression de son chiffre d'affaires consolidé en base publiée. Compte tenu de l'acquisition de Ciplan au Brésil en début d'exercice et d'une variation des monnaies par rapport à l'euro au globale favorable, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe à périmètre et change constants est quasi stable sur ce premier semestre. Par zones géographiques, le Groupe enregistre une nette amélioration de son chiffre d'affaires consolidé à périmètre et change constants en France et sur la zone Amériques.

En Europe (hors France), le recul de l'activité en Suisse n'a pu être que très partiellement compensée par l'amélioration observée en Italie. En Asie, l'impact de la contraction des volumes observée en Inde et, dans une moindre mesure, au Kazakhstan, a été partiellement compensée par une forte amélioration des prix de vente. Dans la zone Méditerranée, la situation s'est sensiblement dégradée en Turquie suite à la très forte dévaluation de la livre turque intervenue au troisième trimestre 2018 qui a eu un impact négatif sensible sur l'environnement macro-économique et sectoriel. Dans cette zone, la baisse d'activité en Turquie n'a pu être que partiellement compensée par une augmentation du chiffre d'affaires généré en Égypte, dans un contexte sécuritaire et concurrentiel qui reste néanmoins très défavorable. Enfin, l'activité sur la zone Afrique de l'Ouest est en recul suite notamment à des difficultés de production au Sénégal.

Volatilité des cours de change et impacts sur le compte de résultat

Le compte de résultat du 1^{er} semestre 2019 a été fortement impacté par le renchérissement de la majorité des monnaies étrangères par rapport à l'euro, principalement la roupie indienne et le franc suisse. Il en résulte sur la période un effet de change positif de 4,4 millions d'euros sur le chiffre d'affaires consolidé et de 1,5 million d'euros sur l'EBITDA.

Les capitaux propres consolidés enregistrent, quant à eux, des écarts de conversion positifs sur le 1^{er} semestre 2019 pour un montant net global de 14,8 millions d'euros.

Acquisition de Ciplan

Suite à l'accord signé début octobre 2018, le Groupe Vicat a acquis le 21 janvier 2019 la société Ciplan (Cimento do Planalto) et détient désormais une participation majoritaire de 66,07% du capital de la société, après prise en compte du besoin en fonds de roulement et de la dette nette à la date de transaction. Cette opération s'est réalisée sous la forme d'une augmentation de capital réservée de 295 millions d'euros qui a permis de rembourser l'essentiel de la dette de la société Ciplan. Vicat a financé cette acquisition par tirages sur les lignes bancaires existantes.

Ciplan exploite une cimenterie moderne, à proximité de Brasilia, d'une capacité de production annuelle de 3,2 millions de tonnes de ciment, assise sur des réserves minérales abondantes et de qualité. La Société dispose par ailleurs d'un réseau de 9 centrales de béton prêt à l'emploi et de 5 carrières dont deux de granulats.

Le chiffre d'affaires 2018 de Ciplan s'est élevé à environ 140 millions d'euros (soit environ 605 millions de reals), avec plus de 2 millions de tonnes de Ciment vendues, plus de 1,9 million de tonnes de granulats et près de 420 000 mètres cubes de béton livrés. L'EBITDA 2018 s'est élevé à environ 24 millions d'euros (soit environ 104 millions de reals).

Avec cette acquisition, Vicat poursuit sa stratégie de croissance externe sélective et de diversification géographique, en s'implantant sur un nouveau marché émergent bénéficiant d'un fort potentiel de croissance. Afin de tirer pleinement profit des perspectives du marché brésilien, Vicat pourra s'appuyer sur un outil industriel performant, une marque bénéficiant d'une forte notoriété, de vastes réserves en carrière et enfin, de fortes positions sur ses marchés locaux.

Égypte

Malgré une opération engagée maintenant depuis plus d'un an, l'armée égyptienne n'est pas encore parvenue à rétablir totalement la sécurité de certaines zones du Sinaï. Pour autant, les opérations commerciales ont repris et les flux logistiques sont peu ou prou revenus à la situation précédente, depuis le mois d'octobre 2018.

Ces événements exceptionnels ont toutefois encore eu un impact significatif sur le volume d'activité réalisé par la filiale sur le 1^{er} semestre 2019 mais avec des volumes vendus en hausse de plus de 18% par rapport à l'an passé. Ils se sont de surcroît déroulés dans un contexte où toute l'industrie cimentière a souffert avec un marché qui est resté atone.

Le Groupe considère toutefois qu'en l'état actuel des indicateurs qu'il possède, aussi bien économiques qu'opérationnels, ces événements ne constituent pas, à ce stade, un indice de diminution durable de la valeur de l'actif. Sauf dégradation supplémentaire de la situation géopolitique, ou sécuritaire, ces événements et leurs conséquences ne sont pas, à ce jour, de nature à remettre en cause les perspectives d'amélioration de la rentabilité de la filiale à moyen terme. Le retour de la croissance de la consommation cimentière dans un contexte d'amélioration de la situation macro-économique de l'Égypte, constaté avec notamment la reconstitution des réserves de change, la reprise des investissements étrangers et la maîtrise de l'inflation, offre un potentiel de développement important pour Sinaï Cement Company, surtout si ce retour de la croissance est accompagné, comme l'annoncent les autorités égyptiennes, d'une solution aux problèmes du Sinaï et de la bande de Gaza.

Pour y faire face, le Groupe projette d'investir dans l'outil industriel, endommagé par huit années d'environnement opérationnel difficile. Pour lui donner les moyens de réaliser ces investissements d'amélioration de sa productivité et de maîtrise de ses coûts, le Groupe a lancé une augmentation de capital de 680 MEGP pour renforcer la structure financière de la filiale. La période de souscription s'est achevée fin avril 2018, et l'augmentation de capital a été souscrite à hauteur de 95,5% (650 MEGP). Une Assemblée Générale Extraordinaire de SCC s'est tenue le 25 juin 2018 pour modifier les statuts et soumettre la finalisation de cette opération à la validation des autorités compétentes (EFSA, GAFI et ADS). La libération des fonds apportés par les actionnaires interviendra après l'obtention de ces validations administratives, dont le processus d'obtention est toujours en cours au 30 juin 2019.

Refinancement du Groupe – Émission d'un Schuldschein

Dans le cadre du refinancement de sa dette, et avec l'objectif d'en réduire le coût moyen, d'en prolonger la maturité moyenne et de diversifier ses sources de financement, le groupe Vicat a finalisé avec succès le 26 avril 2019 l'émission d'un Schuldscheindarlehen (placement privé de droit allemand) d'un montant de 290 millions d'euros.

Ce financement comprend des tranches d'emprunt à 5 ans, 7 ans et 10 ans, ainsi qu'une combinaison de taux fixes et de taux variables. La maturité moyenne de ce placement s'établit à 6,24 années, et le taux moyen d'intérêt s'élève à 1,3%.

Rappel des faits marquants 2018**Contrôle fiscal au Sénégal**

Un contrôle fiscal a été ouvert au cours du 4^{ème} trimestre 2017 à l'encontre de Sococim Industries, filiale sénégalaise du Groupe. Une notification a été émise à ce titre début février 2018 et a fait l'objet d'une décision d'arbitrage favorable début 2019.

Réduction de capital de Soparfi

Suite à la réduction de capital de la holding Soparfi, actionnaire de Vicat SA, réalisée en novembre 2018, les sociétés filiales du Groupe Vicat actionnaires de cette société ont perçu une indemnité pour un montant global de 98 millions d'euros.

La plus-value globale, nette d'impôts, de 67 millions d'euros constatée à l'occasion de cette opération a été comptabilisée au 31 décembre 2018 dans les capitaux propres consolidés du Groupe.

NOTE 3 GOODWILL

La variation des goodwills nets s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Total net
Au 31 décembre 2017	1 006 987
Acquisitions / Augmentations	2 139
Cessions / Diminutions	(762)
Variations de change	(1 651)
Autres mouvements	40
Au 31 décembre 2018	1 006 753
Acquisitions / Augmentations	54
Cessions / Diminutions	0
Variations de change	2 411
Variations de périmètre	317 718
Autres mouvements	0
Au 30 juin 2019	1 326 936

Test de perte de valeur sur les écarts d'acquisition

Conformément à IFRS 3R et IAS 36, les goodwills font l'objet, à chaque clôture annuelle, et en cas d'indice de perte de valeur, d'un test de dépréciation conformément à la méthode décrite dans les notes 1.4 et 1.11.

Compte tenu du contexte macro-économique et financier volatile, le Groupe a procédé à une revue des indices de perte de valeur relatifs aux goodwills au 30 juin 2019, qui n'a pas donné lieu à la réalisation de test de dépréciation. Certaines analyses de sensibilité ont néanmoins été réalisées, ne conduisant pas à la constatation de perte de valeur au 30 juin 2019.

Les goodwill se répartissent comme suit par UGT :

	30 juin 2019	31 décembre 2018
UGT Inde	237 858	234 417
UGT Afrique de l'Ouest Ciment	149 647	149 055
UGT France-Italie	218 951	208 583
UGT Suisse	142 934	141 893
UGT Brésil	303 879	-
Autres UGT cumulées	273 667	272 805
TOTAL	1 326 936	1 006 753

Acquisition Ciplan

Suite à l'accord signé début octobre 2018, le Groupe Vicat a acquis le 21 janvier 2019 la société Ciplan (Cimento do Planalto) et détient désormais une participation majoritaire de 66,07% du capital de la société, la finalisation de la valorisation tenant compte du besoin en fonds de roulement et de la dette nette à la date de transaction ayant conduit à un complément de participation de 1,33%. Cette opération s'est réalisée sous la forme d'une augmentation de capital réservée de 295 millions d'euros qui a permis de rembourser l'essentiel de la dette de la société Ciplan. Vicat a financé cette acquisition par tirages sur les lignes bancaires existantes.

Ciplan exploite une cimenterie moderne, à proximité de Brasilia, d'une capacité de production annuelle de 3,2 millions de tonnes de ciment, assise sur des réserves minérales abondantes et de qualité. La Société dispose par ailleurs d'un réseau de 9 centrales de béton prêt à l'emploi et de 5 carrières dont deux de granulats.

Avec cette acquisition, qui intègre parfaitement nos principaux métiers que sont le ciment, le béton et le granulats, Vicat poursuit sa stratégie de croissance externe sélective et de diversification géographique, en s'implantant sur un nouveau marché émergent bénéficiant d'un fort potentiel de croissance.

Sur la période écoulée entre le 21 janvier et le 30 juin 2019, Ciplan a contribué à hauteur de 58,6 millions d'euros au chiffre d'affaires consolidé, de 5,8 millions d'euros à l'Ebitda consolidé et de (2,5) millions d'euros au résultat net part du Groupe. Les résultats relatifs à la période du 1^{er} au 21 janvier 2019 ne sont pas matériels.

Coûts liés à l'acquisition

Le Groupe a engagé des dépenses connexes à l'acquisition correspondant à des honoraires de juristes, des coûts de due diligence et des frais de déplacement pour un montant global de 2,2 millions d'euros, comptabilisés dans les "achats consommés" dans le compte de résultat consolidé, dont 0,6 million d'euros sur le 1^{er} semestre 2019.

Actifs identifiables acquis et passifs repris

La tableau ci-dessous présente les montants provisoires des actifs acquis et passifs repris comptabilisés à la date d'acquisition (en millions d'euros) :

Immobilisations incorporelles et corporelles	58
Stocks	27
Créances	93
Trésorerie	15
Provisions	(53)
Dettes financières	(51)
Impôts différés	(18)
Autres dettes	(80)
Total des actifs nets identifiables acquis	(9)

Justes valeurs déterminées de façon provisoire

Les justes valeurs des actifs et passifs nets identifiables ont été déterminées de façon provisoire au 30 juin 2019. C'est le cas en particulier :

- des immobilisations incorporelles et corporelles pour lesquelles le Groupe attend la finalisation d'une évaluation en cours et d'une revue des durées d'utilité à la date d'acquisition par un expert indépendant,
- des provisions et de la créance de garantie associée, le Groupe allant poursuivre son appréciation des litiges en cours et à venir pendant la période d'évaluation,
- des impôts différés, qui seront notamment modifiés suite aux ajustements éventuels de juste valeur à venir durant le délai d'affectation.

Goodwill

Le goodwill provisoire résultant de l'acquisition a été calculé comme suit (en millions d'euros) selon la méthode du goodwill partiel :

Total de la contrepartie transférée	299
- Ciplan	295
- Holdings brésilienne & frais augmentation de capital	4
Juste valeur provisoire des actifs nets identifiables	(9)
Goodwill provisoire	308

Le Groupe estime que le montant de ce goodwill provisoire devrait être sensiblement diminué à l'issue des travaux en cours relatifs à l'allocation du prix d'acquisition et à l'évaluation des actifs industriels.

Le goodwill porte essentiellement sur la rentabilité attendue de Ciplan, compte tenu des perspectives de redressement et du fort potentiel de croissance du marché brésilien alliés à un outil industriel performant sous-utilisé dans le contexte économique actuel, un savoir-faire et des compétences techniques de premier plan.

NOTE 4 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES*(en milliers d'euros)*

Valeurs brutes	<i>Concessions, brevets & droits similaires</i>	<i>Logiciels</i>	<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>	Total
Au 31 décembre 2017	82 152	53 411	69 296	6 128	210 987
Acquisitions	110	1 569	2 028	4 617	8 324
Cessions		(662)			(662)
Variations de périmètre	60	19			79
Variations de change	(116)	182	776	166	1 008
Autres mouvements	9	1 375	(269)	(173)	942
Au 31 décembre 2018	82 215	55 894	71 831	10 738	220 678
Acquisitions		761	114	4 547	5 422
Cessions		(526)	(449)		(975)
Variations de périmètre	942	1 115	30		2 087
Variations de change	599	141	512	57	1 309
Autres mouvements	19	839	4 233	(3 812)	1 279
Au 30 juin 2019	83 775	58 224	76 271	11 530	229 800

Amortissements et pertes de valeur	<i>Concessions, brevets & droits similaires</i>	<i>Logiciels</i>	<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>	Total
Au 31 décembre 2017	(22 482)	(33 442)	(37 104)	0	(93 028)
Augmentation	(1 789)	(5 093)	(3 195)		(10 077)
Diminution		598			598
Variations de périmètre		(19)			(19)
Variations de change	(31)	(171)	(100)		(302)
Autres mouvements		466			466
Au 31 décembre 2018	(24 302)	(37 661)	(40 399)	0	(102 362)
Augmentation	(869)	(2 740)	(1 572)		(5 181)
Diminution			449		449
Variations de périmètre	(66)	(4)	(30)		(100)
Variations de change	(241)	(127)	(157)		(525)
Autres mouvements	(19)	(45)	22		(42)
Au 30 juin 2019	(25 497)	(40 577)	(41 687)	0	(107 761)
Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2018	57 913	18 233	31 432	10 738	118 316
Valeur Nette Comptable au 30 juin 2019	58 278	17 647	34 584	11 530	122 039

Aucun frais de développement n'a été immobilisé au cours du 1^{er} semestre 2019 ni au cours de l'exercice 2018.

NOTE 5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES*(en milliers d'euros)*

Valeurs brutes	<i>Terrains & constructions</i>	<i>Installations industrielles</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	<i>Immobilisations en cours et avances / acomptes</i>	Total
Au 31 décembre 2017	1 146 879	2 946 496	134 195	78 821	4 306 391
Acquisitions	11 843	38 204	8 833	120 634	179 514
Cessions	(5 678)	(18 479)	(7 305)		(31 462)
Variations de périmètre	36	1 483	893		2 412
Variations de change	(5 739)	(33 457)	1 097	226	(37 873)
Autres mouvements	11 436	64 445	3 163	(77 962)	1 082
Au 31 décembre 2018	1 158 777	2 998 692	140 876	121 719	4 420 064
Acquisitions	3 210	10 564	1 783	68 133	83 690
Cessions	(110)	(5 430)	(5 357)		(10 897)
Variations de périmètre	31 874	20 061	3 870	5 694	61 499
Variations de change	4 062	9 479	950	(18)	14 473
Autres mouvements	4 116	41 467	3 743	(52 582)	(3 256)
Au 30 juin 2019	1 201 929	3 074 833	145 865	142 946	4 565 573

Amortissements et pertes de valeur	<i>Terrains & Constructions</i>	<i>Installations industrielles</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	<i>Immobilisations en cours et avances / acomptes</i>	Total
Au 31 décembre 2017	(518 269)	(1 850 759)	(99 579)	(25)	(2 468 632)
Augmentation	(33 632)	(124 911)	(8 378)		(166 921)
Diminution	1 475	17 037	6 814	19	25 345
Variations de périmètre	(3)	(909)	(534)		(1 446)
Variations de change	(2 760)	9 075	(764)	1	5 552
Autres mouvements	1 980	(9 867)	(35)		(7 922)
Au 31 décembre 2018	(551 209)	(1 960 334)	(102 476)	(5)	(2 614 024)
Augmentation	(20 033)	(67 784)	(4 638)		(92 455)
Diminution	107	5 372	4 944		10 423
Variations de périmètre	(1 046)	(1 650)	(146)		(2 842)
Variations de change	(1 327)	(3 832)	(728)		(5 887)
Autres mouvements	14 989	(13 340)	(2 163)		(514)
Au 30 juin 2019	(558 519)	(2 041 568)	(105 207)	(5)	(2 705 299)

Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2018	607 568	1 038 358	38 400	121 714	1 806 040
Valeur Nette Comptable au 30 juin 2019	643 410	1 033 265	40 658	142 941	1 860 274

Les immobilisations corporelles en cours totalisent 131 millions d'euros au 30 juin 2019 (111 millions d'euros au 31 décembre 2018) et les avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles représentent 12 millions d'euros au 30 juin 2019 (11 millions d'euros au 31 décembre 2018).

Le montant des engagements contractuels pour l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles s'élève à 71 millions d'euros au 30 juin 2019 (59 millions d'euros au 31 décembre 2018).

NOTE 6 DROITS D'UTILISATION RELATIFS AUX CONTRATS DE LOCATION*(en milliers d'euros)*

Valeurs brutes	<i>Terrains</i>	<i>Constructions</i>	<i>Installations techniques, matériel et outillages</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	Total
Au 1er janvier 2018	62 258	62 655	133 329	59 794	318 036
Acquisitions	20 228	1 096	32 547	13 646	67 517
Cessions	(188)	(120)	(4 753)		(5 061)
Variations de périmètre					0
Variations de change	1 303	4 782	3 400	194	9 679
Autres mouvements			(113)	(121)	(234)
Au 31 décembre 2018	83 601	68 413	164 410	73 513	389 937
Acquisitions	844	3 407	9 435	5 537	19 223
Cessions	(256)	(965)	(7 560)	(3 237)	(12 018)
Variations de périmètre	141	3 149	1 524		4 814
Variations de change	377	171	(457)	17	108
Autres mouvements	(5 584)	149	4 080	(5 582)	(6 937)
Au 30 juin 2019	79 123	74 324	171 432	70 248	395 127

Amortissements et pertes de valeur	<i>Terrains</i>	<i>Constructions</i>	<i>Installations techniques, matériel et outillages</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	Total
Au 1er janvier 2018	(16 543)	(29 064)	(48 197)	(23 507)	(117 311)
Augmentation	(4 628)	(3 326)	(27 204)	(14 500)	(49 658)
Diminution	188	(191)	4 464		4 461
Variations de périmètre					0
Variations de change	(201)	(2 274)	(1 302)	(94)	(3 871)
Autres mouvements			113	121	234
Au 31 décembre 2018	(21 184)	(34 855)	(72 126)	(37 980)	(166 145)
Augmentation	(3 150)	(3 018)	(15 012)	(7 369)	(28 549)
Diminution	181	639	7 067	3 422	11 309
Variations de périmètre	(133)	(712)	(1 058)		(1 903)
Variations de change	(50)	(94)	144	3	3
Autres mouvements	(120)	(83)	1 540	9 254	10 591
Au 30 juin 2019	(24 456)	(38 123)	(79 445)	(32 670)	(174 694)

Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2018	62 417	33 558	92 284	35 533	223 792
Valeur Nette Comptable au 30 juin 2019	54 667	36 201	91 987	37 578	220 433

Principales activités de location

Dans le cadre de la collecte réalisée à fin décembre 2018 pour la transition à la norme IFRS16, le Groupe a recensé plus de 3000 contrats de location, dont plus de 82% relatifs à des véhicules (chantier, transports routiers et véhicules particuliers) et près de 10% de contrats de location immobiliers (terrains et bâtiments), les autres contrats se rapportant à des machines et des équipements ainsi qu'à du matériel informatique et divers.

La majorité des contrats de location en vigueur à la date de transition concernent les entités françaises du Groupe, et dans une moindre mesure les sociétés américaines, suisses et turques. Les autres pays dans lesquels le Groupe est implanté ont un nombre de contrats peu significatif.

L'immobilier et le transport constituent ainsi les deux principales activités de location du Groupe.

En effet, le Groupe loue des terrains et des bâtiments, principalement pour ses bureaux, ses centrales à béton, ses carrières et ses entrepôts. Ces contrats, majoritairement conclus il y a plus de 10 ans à la date de transition, sont négociés sur une base individuelle et présentent des conditions très différentes les uns des autres. La durée moyenne de ces contrats est de l'ordre de 20 ans.

Le Groupe a également recours à la location de véhicules liés directement à l'activité opérationnelle, principalement de transport ou de chantier. La durée moyenne de ces contrats est de l'ordre de 5 ans.

Les charges liées aux contrats de courte durée (< ou = 12 mois), de faible valeur (<5KUSD) et aux paiements de location variables ne dépendant pas d'un taux et/ou indice ne sont pas significatives et ne sont pas incluses dans l'évaluation des obligations locatives.

Une analyse des échéances des obligations locatives est présentée à la note 11 "Dettes financières".

En raison du choix fait par le Groupe d'appliquer IFRS16 selon la méthode rétrospective complète à la date de transition, les états financiers de l'exercice 2018 ont été retraités conformément à IAS 8 "Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs", en application de la nouvelle norme à des fins de comparaison. Les impacts détaillés de la première application de la norme IFRS16 sont présentés dans la note 26.

NOTE 7 CRÉANCES ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montants bruts	Pertes de valeur	Montants nets
Au 31 décembre 2017	78 878	(1 321)	77 557
Acquisitions / Augmentations	23 733	(470)	23 263
Cessions / Diminutions	(3 498)		(3 498)
Variations de périmètre	(468)		(468)
Variations de change	2 377	(35)	2 342
Variation constatée en autres éléments du résultat global	14 747		14 747
Autres (1)	38 889	(1)	38 888
Au 31 décembre 2018	154 658	(1 827)	152 831
Acquisitions / Augmentations	54 319	(1 189)	53 130
Cessions / Diminutions	(6 346)		(6 346)
Variations de périmètre (1)	63 464		63 464
Variations de change	1 333	(5)	1 328
Variation constatée en autres éléments du résultat global	9 510		9 510
Autres (1)	6 958	668	7 626
Au 30 juin 2019	283 896	(2 353)	281 543
dont :			
- titres de participation	39 627	(861)	38 766
- titres immobilisés	548	(9)	539
- prêts et créances (1)	207 183	(1 479)	205 704
- actifs des régimes d'avantages au personnel	1 523		1 523
- instruments financiers (cf. note 11)	35 011		35 011
Au 30 juin 2019	283 892	(2 349)	281 543

(1)**Bharathi Cement :**

Au 30 juin 2019, un montant de 35 millions d'euros, faisant l'objet de deux saisies conservatoires sur les comptes d'une société indienne du Groupe, Bharathi Cement, dans le cadre d'une procédure d'enquête diligentée par les autorités administratives et judiciaires sur des faits antérieurs à l'entrée de Vicat à son capital, est comptabilisé dans les "autres créances non courantes".

Le partenaire du Groupe dans Bharathi Cement fait l'objet d'une procédure d'enquête menée par le CBI (Central Bureau of Investigation) sur l'origine et le développement de son patrimoine. Dans le cadre de cette enquête, le CBI a déposé en septembre 2012 et au cours de l'année 2013, quatorze procès-verbaux présentant ses allégations. Parmi ceux-ci, quatre concernent également Bharathi Cement (le CBI enquête pour vérifier si les investissements faits par des investisseurs indiens dans cette société ont été réalisés de bonne foi dans le cours normal des affaires et si la concession minière a été attribuée régulièrement). La procédure a donné lieu en 2015 à une inscription par "l'Enforcement Directorate" à hauteur de 950 millions de Roupies (environ 12 millions d'euros) sur un compte bancaire de Bharathi Cement. Ces sommes en dépôts ont été reclassées de "trésorerie" à "autres créances courantes".

En 2016, une saisie conservatoire de 1 530 millions de Roupies (environ 19 millions d'euros) a été réalisée dans le cadre du procès-verbal relatif à la concession minière. Cette somme a également été enregistrée en "autres créances courantes".

Bien que ces mesures ne soient pas de nature à entraver le fonctionnement de la société, cette dernière exerce ses recours auprès des autorités administratives et judiciaires compétentes pour en contester le bien-fondé. Aucune évolution significative n'a eu lieu au cours du semestre écoulé.

Ces saisies conservatoires ne préjugent pas de la décision sur le fond de l'affaire (enquête CBI) qui est toujours en phase d'instruction et n'a donné lieu à ce stade à aucune inculpation. La société n'a pas d'élément conduisant à conclure à l'existence d'un risque financier probable et évaluable.

Compte tenu de la lenteur de la procédure, initiée en 2012, la créance relative à ces saisies conservatoires a été reclassée en 2018 en "autres créances non courantes".

Ciplan :

Dans le cadre de l'acquisition par le groupe Vicat, la société Ciplan a reçu une garantie ferme et irrévocable de la part de ses partenaires brésiliens pour tous les litiges nés ou à venir relatifs à la période antérieure à l'acquisition par Vicat. Cette garantie est comptabilisée à hauteur des provisions constituées au titre des sinistres indemnisables dans les autres actifs non courants à hauteur de 67 millions d'euros (voir note 10).

NOTE 8 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	31 décembre 2018
Disponibilités	136 539	141 291
Valeurs mobilières de placement et dépôts à terme < 3 mois	189 157	173 342
Trésorerie et équivalents de trésorerie	325 696	314 633

Les disponibilités incluent au 30 juin 2019 un montant de 34 millions d'euros (identique à fin 2018) au titre des souscriptions faites par les actionnaires de notre filiale égyptienne Sinaï Cement Company dans le cadre de son augmentation de capital en cours et dont la libération, et donc la disponibilité, interviendront avec la validation des autorités locales compétentes.

NOTE 9 CAPITAL SOCIAL

Le capital social de Vicat est composé de 44 900 000 actions ordinaires de 4 euros entièrement libérées dont 619 650 actions détenues en propre au 30 juin 2019 (674 391 au 31 décembre 2018) acquises dans le cadre de programmes de rachat d'actions approuvés par les Assemblées Générales Ordinaires, et dans le cadre de la cession par Heidelberg Cement de sa participation de 35% dans Vicat en 2007.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix, à l'exception des actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 4 ans au moins au nom du même actionnaire, à qui est attribué un droit de vote double.

Le dividende versé au cours de l'exercice 2019 au titre de l'exercice 2018 s'est élevé à 1,50 euro par action soit au total 67 350 milliers d'euros, identique au dividende de 1,50 euro par action versé en 2018 au titre de l'exercice 2017 soit au total 67 350 milliers d'euros.

En l'absence d'instrument dilutif, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action et s'obtient en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre d'actions ordinaires moyen pondéré de Vicat en circulation sur l'exercice.

Depuis le 30 juin 2018, et pour une période de 12 mois renouvelable par tacite reconduction, Vicat a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AMAFI du 20 septembre 2008 à Oddo BHF (Natixis Securities auparavant).

Pour sa mise en œuvre, les moyens suivants ont été affectés au contrat de liquidité : 20 000 titres Vicat et 3 millions d'euros.

Au 30 juin 2019, les moyens suivants figurent au compte de liquidité : 32 256 titres Vicat et 2 094 milliers d'euros.

NOTE 10 PROVISIONS

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	31 décembre 2018
Provisions retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	132 637	118 344
Reconstitution des sites	50 688	49 617
Démolitions	552	1 027
Autres risques (1)	92 477	24 462
Autres charges	5 909	5 255
Autres provisions	149 626	80 361
- dont à moins d'un an	9 356	9 604
- dont à plus d'un an	140 270	70 757

(1) Les autres risques incluent au 30 juin 2019 :

- un montant global de provisions constatées dans les comptes de Ciplan à hauteur de 67 millions d'euros (53 millions d'euros à la date d'acquisition) concernant majoritairement :
 - des litiges fiscaux liés principalement à des crédits d'impôts (ICMS) imputables sur les droits d'importation liés à l'achat de coke et diesel pour les besoins de la production, et contestés par l'administration fiscale (64 millions d'euros),
 - des litiges sociaux et prud'homaux suite au départ d'anciens salariés (1,7 millions d'euros),
 - des litiges civils portant sur des amendes et réclamations contestées par la société (0,9 million d'euros).
 Dans le cadre de l'acquisition par le groupe Vicat, la société Ciplan a reçu une garantie ferme et irrévocable de la part de ses partenaires brésiliens pour tous les litiges nés ou à venir relatifs à la période antérieure à l'acquisition par Vicat. Cette garantie est comptabilisée au titre des sinistres indemnissables dans les autres actifs non courants à hauteur de 67 millions d'euros (voir note 7).
- un montant de 11,2 millions d'euros (10,6 millions d'euros au 31 décembre 2018) correspondant au montant estimé de la franchise concernant des sinistres survenus aux États-Unis à la clôture dans le cadre d'accidents du travail, et qui devra être prise en charge par le Groupe.
- Le solde résiduel des autres provisions pour risques s'élevant à 14,3 millions d'euros au 30 juin 2019 (13,9 millions d'euros au 31 décembre 2018) correspond au cumul des autres provisions qui, prises individuellement, ne sont pas matérielles.

NOTE 11 DETTES FINANCIERES NETTES ET OPTIONS DE VENTE

Les passifs financiers se ventilent comme suit au 30 juin 2019 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	31 décembre 2018
		Retraité
Dettes financières à plus d'un an	1 368 828	875 594
Options de vente à plus d'un an	4 490	4 119
Obligations locatives à plus d'un an	186 012	195 751
Dettes financières et options de vente à plus d'un an	1 559 330	1 075 464
Instrument financiers actif à plus d'un an (1)	(35 011)	(25 537)
Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif à plus d'un an	1 524 319	1 049 927
Dettes financières à moins d'un an	221 784	152 813
Options de vente à moins d'un an	0	0
Obligations locatives à moins d'un an	49 952	47 797
Dettes financières et options de vente à moins d'un an	271 736	200 610
Instrument financiers actif à moins d'un an (1)	(710)	0
Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif à moins d'un an	271 026	200 610
Total des dettes financières nets d'instruments financiers actif (1)	1 790 855	1 246 418
Total des options de vente	4 490	4 119
Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif	1 795 345	1 250 537

- (1) Au 30 juin 2019, les instruments financiers actifs (35,7 millions d'euros) sont présentés dans les actifs non courants pour la part supérieure à 1 an (35,0 millions d'euros) et dans les autres créances pour la part inférieure à un an (0,7 millions d'euros). Ils représentaient 25,5 millions d'euros au 31 décembre 2018.

La variation par nature des dettes financières nettes et options de vente s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Dettes financières et options de vente > 1 an	Instruments financiers actif > 1 an	Obligations locatives > 1 an	Dettes financières et options de vente < 1 an	Instruments financiers actif < 1 an	Obligations locatives < 1 an	Total
Au 31 décembre 2017 retraité	928 403	(10 790)	166 779	138 499	(232)	46 350	1 269 009
Emissions	93 380		67 297	20 712		5 941	187 330
Remboursements	(155 560)		(3 083)	(17 213)		(47 133)	(222 989)
Variations de change	1 615		3 670	(126)		533	5 692
Variations de périmètre							0
Autres mouvements (1)	11 875	(14 747)	(38 912)	10 941	232	42 106	11 495
Au 31 décembre 2018 retraité	879 713	(25 537)	195 751	152 813	0	47 797	1 250 537
Emissions	983 043		18 736	35 113		1 549	1 038 441
Remboursements	(540 019)		(9 053)	(9 451)		(11 963)	(570 486)
Variations de change	(1 906)		365	(640)		(139)	(2 320)
Variations de périmètre	56 778		2 391	9 261		440	68 870
Autres mouvements (1)	(4 290)	(9 474)	(22 178)	34 687	(710)	12 268	10 303
Au 30 juin 2019	1 373 319	(35 011)	186 012	221 783	(710)	49 952	1 795 345

(1) correspondant pour l'essentiel au reclassement à moins d'un an de la dette classée à plus d'un an l'exercice précédent, ainsi qu'aux variations des découverts.

11.1 Dettes financières

Répartition des dettes financières par catégories et échéances

30 juin 2019 (en milliers d'euros)	Total	Juin 2020	Juin 2021	Juin 2022	Juin 2023	Juin 2024	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 446 092	120 901	200 946	12 117	104 278	817 768	190 082
Dont instruments financiers Actif	35 721	710	24 703		10 308		
Dont instruments financiers Passif	(2 337)	(29)	(517)			(1 247)	(544)
Emprunts et dettes financières divers	13 297	4 671	316	180	162	113	7 855
Obligations locatives	235 964	49 952	44 104	31 553	21 394	11 441	77 520
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	95 502	95 502					
Dettes financières	1 790 855	271 026	245 366	43 850	125 834	829 322	275 457
dont billets de trésorerie	550 000					550 000	

Les dettes financières à moins d'un an sont principalement composées des lignes bancaires de Sococim Industries et de Sodevit au Sénégal, de Mauricim en Mauritanie, de Ciplan au Brésil, de Konya Cimento et Bastas Cimento en Turquie et de Vigier Holding en Suisse ainsi que des soldes créditeurs de banque ainsi que les obligations locatives à moins d'un an.

31 décembre 2018 (en milliers d'euros)	Total	2019	2020	2021	2022	2023	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	924 379	83 894	238 367	5 552	102 156	5 185	489 225
Dont instruments financiers Actif	(25 537)		(19 275)		(6 262)		
Dont instruments financiers Passif	1 564	303	721			540	
Emprunts et dettes financières divers	13 478	3 906	1 490	4 026	174	268	3 614
Obligations locatives	243 548	47 797	51 846	33 505	27 122	14 056	69 222
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	65 013	65 013					
Dettes financières	1 246 418	200 610	291 703	43 083	129 452	19 509	562 061
dont billets de trésorerie	489 000						489 000

Caractéristiques des emprunts et dettes financières (devises et taux)

Selon la devise (après swaps de devises)

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	31 décembre 2018
Euro	1 179 177	789 561
Dollar américain	73 950	79 375
Livre turque	18 694	14 830
Franc CFA	106 539	86 581
Franc suisse	256 625	204 754
Ouguiya mauritanien	12 979	13 314
Livre égyptienne	40 011	31 959
Roupie indienne	26 585	25 970
Tengué Kazakh	54	74
Real Brésilien	76 241	-
Total	1 790 855	1 246 418

Selon le taux

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	31 décembre 2018
Taux fixe	873 360	665 995
Taux variable	917 495	580 423
Total	1 790 855	1 246 418

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement brut au 30 juin 2019 est de 3,26%. Sans prise en compte de l'application d'IFRS16, il serait de 3,06% contre 2,77% à fin décembre 2018.

11.2 Les options de vente consenties aux minoritaires sur actions de filiales consolidées

Des accords ont été conclus par le passé entre Vicat et la Société Financière Internationale, afin d'organiser leurs relations au sein de la société Mynaral Tas, au titre desquels le Groupe a consenti une option de vente à son partenaire sur sa participation dans Mynaral Tas.

L'option de vente consentie à la Société Financière Internationale était exerçable au plus tôt en décembre 2013. La comptabilisation de cette option a donné lieu à la constatation d'une dette à plus d'un an de 4,5 millions d'euros au 30 juin 2019 (4,1 millions d'euros 31 décembre 2018). Cette dette correspond à la valeur actualisée du prix d'exercice de l'option consentie à la Société Financière Internationale.

NOTE 12 INSTRUMENTS FINANCIERS**Risque de change**

Les activités du Groupe sont réalisées par des filiales qui opèrent essentiellement dans leur propre pays et dans leur propre monnaie. L'exposition du Groupe au risque de change est donc limitée. Les opérations d'importation et d'exportation effectuées par les sociétés dans des devises différentes de leur monnaie de compte sont, le plus souvent, couvertes par des opérations d'achat et de vente à terme de devises. Les financements intragroupes font l'objet, lorsque cela est possible, de couvertures de change par les sociétés lorsque la devise de l'emprunt est différente de la monnaie fonctionnelle.

Par ailleurs, les montants en principal et en intérêts, dus au titre de l'emprunt émis initialement par le Groupe en US dollars (350 millions d'US dollars pour Vicat) ont été convertis en euros au moyen de Cross Currency Swaps, intégrés dans le portefeuille présenté ci-après (cf. a).

Risque de taux

L'endettement à taux variable est couvert au moyen de caps sur des durées d'origine de 4, 5, 7 et 10 ans.

Le Groupe est exposé à un risque de taux d'intérêt sur ses actifs et passifs financiers et ses liquidités. Cette exposition correspond aux risques de cours pour les éléments d'actif et de passif financier à taux fixe, et aux risques de flux de trésorerie liés aux éléments d'actif et de passif à taux variable.

Risque de liquidité

Le Groupe dispose de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les billets de trésorerie pour un montant de 318 millions d'euros au 30 juin 2019 (468 millions d'euros au 31 décembre 2018).

Le Groupe dispose également d'un programme d'émission de billets de trésorerie de 550 millions d'euros. Au 30 juin 2019, le montant des billets émis s'élève à 550 millions d'euros. Les billets de trésorerie qui constituent des instruments de crédit court terme sont adossés à des lignes de financement confirmées pour le montant émis et sont classés comme tels en dettes à moyen terme dans le bilan consolidé.

Le risque lié à l'impossibilité de placer les billets de trésorerie sur le marché est couvert par des lignes de crédit confirmées non utilisées pour un montant s'élevant au 30 juin 2019 à celui des billets émis, soit 550 millions d'euros.

Certains contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (covenants) imposant notamment le respect de ratios financiers, déclarés tous les semestres, et pouvant conduire à une demande de remboursement anticipé (clause d'accélération) en cas de non-respect. Ces covenants portent notamment sur des ratios relatifs à la rentabilité ("leverage" correspondant à l'endettement net / EBITDA consolidé) et à la structure financière ("gearing" correspondant à l'endettement net / capitaux propres consolidés) du Groupe ou des filiales concernées. Pour les besoins du calcul des covenants, l'endettement net est déterminé hors options de vente accordées aux minoritaires et hors application d'IFRS16. Par ailleurs, la marge appliquée à certains financements est fonction du niveau atteint sur l'un de ces ratios.

Compte tenu du nombre réduit de sociétés concernées, pour l'essentiel Vicat SA société mère du Groupe, du niveau de "gearing" (49,9%) et de "leverage" (2,8), et de la liquidité du bilan du Groupe, l'existence de ces covenants ne constitue pas un risque sur la situation financière du Groupe. Au 30 juin 2019, le Groupe respecte l'ensemble des ratios visés par les covenants contenus dans les contrats de financement.

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés est le suivant à fin juin 2019 :

<i>(en milliers de devises)</i>	Valeur nominale (devise)	Valeur Nominale (euro)	Valeur de marché (euro)	Maturité résiduelle		
				< 1 an (euro)	1 - 5 ans (euro)	> 5 ans (euro)
<u>Couverture de flux de trésorerie (a)</u>						
Instruments composés						
- Cross Currency Swap TF \$/TF €	350 000	\$ 307 557	35 011 (1)		35 011	
<u>Autres dérivés</u>						
Instruments de taux d'intérêt						
- Caps Euro	664 500	€ 664 500	(2 337)	(29)	(1 764)	(544)
<u>Instruments de change (a)</u>						
Couverture du risque de change sur financements intra-groupe et dividendes						
- VAT CHF	275 000 CHF	247 636	710	710		
			33 384			

(1) En contrepartie, l'écart de valeur entre les dettes au cours de couverture et leurs coûts amortis ressort à 43,4 millions d'euros.

Conformément à IFRS 13, les risques de contrepartie ont fait l'objet d'une estimation. Sont principalement concernés les instruments dérivés (cross currency swaps) visant à éliminer le risque de change sur les dettes contractées en US dollars qui n'est pas la monnaie fonctionnelle du Groupe. L'impact de l'ajustement de crédit de valeur (CVA ou exposition en cas de défaut de la contrepartie) et de l'ajustement de débit de valeur (DVA ou exposition de la contrepartie en cas de défaut du Groupe) sur l'évaluation des instruments dérivés a été estimé en retenant une exposition au défaut calculée selon la méthode des "add-ons forfaitaires", une perte en cas de défaut de 40% et une probabilité de défaut déterminée à partir des ratings des banques ou de celui estimé du Groupe. L'impact sur la juste valeur n'est pas matériel et n'a pas été intégré à la valeur de marché des instruments financiers telle que présentée ci-dessus.

En application d'IFRS 7, la répartition des instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidé selon leur niveau hiérarchique de juste valeur est la suivante au 30 juin 2019 :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2019
Niveau 1 : instruments cotés sur un marché actif	0,0
Niveau 2 : valorisation s'appuyant sur des données de marché observables	33,4 voir ci-dessus
Niveau 3 : valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables	35,0 Note 7

NOTE 13 CHIFFRE D’AFFAIRES

<i>(en milliers d’euros)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018
Ventes de biens	1 163 126	1 110 993
Ventes de services	176 632	170 268
Chiffre d’affaires	1 339 758	1 281 261

Évolution du chiffre d’affaires à périmètre et taux de change constants

<i>(en milliers d’euros)</i>	30 juin 2019	Variations de périmètre	Variations de change	30 juin 2019 Périmètre et change constants	30 juin 2018
Chiffre d’affaires	1 339 758	62 226	4 377	1 273 155	1 281 261

NOTE 14 DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS

<i>(en milliers d’euros)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018 Retraité
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations	(97 601)	(88 560)
Dotations nettes aux amortissements des droits d’utilisation	(28 572)	(24 354)
Dotations nettes aux provisions	(1 673)	(654)
Dotations nettes aux autres dépréciations sur actifs	(3 401)	(3 780)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires	(131 247)	(117 348)
Autres dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires (1)	(15 115)	128
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(146 362)	(117 220)

- (1) incluant au 30 juin 2019 une dotation aux provisions chez Ciplan à hauteur de 15 millions d’euros au titre des litiges indemnisables provisionnés sur le 1^{er} semestre, relatifs à la période antérieure à l’acquisition par Vicat, et pour lesquels la société a reçu une garantie ferme et irrévocable de la part de ses partenaires brésiliens (note 7). Un produit de garantie correspondant a été comptabilisé au 30 juin 2019 à due concurrence (note 15)

NOTE 15 AUTRES PRODUITS ET CHARGES

<i>(en milliers d’euros)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018
Résultat sur cessions d’actifs	1 856	3 518
Produits des immeubles de placement	1 960	1 991
Autres (1)	9 230	19 610
Autres produits et charges ordinaires	13 046	25 119
Autres produits et charges non ordinaires (2)	12 685	(5 469)
Total	25 731	19 650

- (1) Incluant au 30 juin 2018 un montant de 10,6 M€ correspondant à une indemnité compensatoire obtenue par notre filiale américaine NCC, dans le cadre d’un accord transactionnel, au titre d’un préjudice d’exploitation antérieur à 2018. Cette indemnité sera payée sur 4 ans, le premier versement étant intervenu en juillet 2018.
- (2) Incluant au 30 juin 2019 le produit de garantie comptabilisé chez Ciplan à hauteur de 15 millions d’euros correspondant aux litiges indemnisables et provisionnés sur le 1^{er} semestre 2019 relatifs à la période antérieure à l’acquisition par Vicat (notes 7 et 14)

NOTE 16 INDICATEURS DE PERFORMANCE

La rationalisation du passage entre l'Excédent Brut d'Exploitation, l'EBITDA, l'EBIT et le Résultat d'exploitation est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018 Retraité
Excédent brut d'exploitation	215 101	199 224
Autres produits et charges ordinaires	13 046	25 119
EBITDA	228 147	224 343
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires	(131 247)	(117 347)
EBIT	96 900	106 996
Autres produits et charges non ordinaires	12 685	(5 469)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires	(15 115)	127
Résultat d'exploitation	94 470	101 654

NOTE 17 RÉSULTAT FINANCIER

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018 Retraité
Produits d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	13 801	10 907
Charges d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	(30 974)	(21 920)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(5 401)	(4 164)
Coût de l'endettement financier net	(17 173)	(15 177)
Dividendes	222	756
Gains de change	6 703	6 270
Reprises financières de provisions	-	65
Autres produits	103	-
Autres produits financiers	7 028	7 091
Pertes de change	(5 803)	(4 673)
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers	(210)	(157)
Dotations financières aux provisions	(1 261)	(54)
Résultat sur cession de titres	(67)	(64)
Charge d'actualisation	(4 463)	(2 848)
Autres charges	-	(18)
Autres charges financières	(11 804)	(7 814)
Résultat financier	(21 949)	(15 900)

NOTE 18 - IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS**Composante de la charge d'impôt**

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018 Retraité
Impôts exigibles	(31 023)	(25 168)
Impôts différés	3 875	(1 571)
Total	(27 148)	(26 739)

Impôts différés actifs non comptabilisés

Le stock des actifs d'impôts différés sur déficits reportables non comptabilisés au 30 juin 2019, du fait de leur imputation prévue au cours de la période d'exonération dont bénéficient les entités concernées, ou du fait de leur récupération non probable, s'élèvent à 8,5 millions d'euros (8,2 millions d'euros au 31 décembre 2018). Ils concernent principalement une entité bénéficiant d'un régime d'exonération fiscale.

Contrôle fiscal au Sénégal

Un contrôle fiscal a été ouvert au cours du 4^{ème} trimestre 2017 à l'encontre de Sococim Industries, filiale sénégalaise du Groupe. Une notification a été émise à ce titre début février 2018 et a fait l'objet d'une décision d'arbitrage favorable début 2019 sans impact significatif sur la charge d'impôts du Groupe.

NOTE 19 INFORMATIONS SECTORIELLES**a) Informations par zones géographiques**

30 juin 2019 <i>(en milliers d'euros sauf effectifs)</i>	France	Europe (hors France)	Amérique	Asie	Méditerranée	Afrique	Total
Compte de résultat :							
Chiffre d'affaires opérationnel	511 153	182 093	274 980	193 106	74 584	115 803	1 351 719
Eliminations inter-pays	(10 802)	(210)	0	(31)	0	(918)	(11 961)
Chiffre d'affaires consolidé	500 351	181 883	274 980	193 075	74 584	114 885	1 339 758
EBITDA (cf. 1.22 & 16)	84 232	37 924	38 767	48 387	(4 340)	23 177	228 147
EBIT (cf. 1.22 & 16)	44 236	19 280	7 761	30 953	(13 664)	8 334	96 900
Bilan							
Total des actifs non courants	804 661	636 120	981 864	798 843	319 317	472 394	4 013 199
Capitaux nets investis (1)	883 039	586 905	834 208	826 893	334 366	522 704	3 988 115
Autres informations :							
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	27 659	15 472	24 928	13 464	5 737	21 197	108 457
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	(40 149)	(18 122)	(29 090)	(16 514)	(8 131)	(14 167)	(126 173)
Effectif moyen	2 910	1 100	2 085	1 243	1 698	899	9 935

30 juin 2018 retraité (y inclus IFRS16) <i>(en milliers d'euros sauf effectifs)</i>	France	Europe (hors France)	Amérique	Asie	Méditerranée	Afrique	Total
Compte de résultat :							
Chiffre d'affaires opérationnel	480 696	184 359	193 652	199 539	109 316	122 599	1 290 161
Eliminations inter-pays	(7 879)	(202)	0	(24)	0	(795)	(8 900)
Chiffre d'affaires consolidé	472 817	184 157	193 652	199 515	109 316	121 804	1 281 261
EBITDA (cf. 1.22 & 16)	74 643	39 132	40 324	32 335	13 853	24 056	224 343
EBIT (cf. 1.22 & 16)	34 359	21 840	20 955	15 971	4 447	9 424	106 996
Bilan							
Total des actifs non courants	775 584	578 554	506 781	753 792	336 126	456 176	3 407 013
Capitaux nets investis (1)	857 991	520 722	430 815	804 635	353 503	477 724	3 445 390
Autres informations :							
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	33 459	16 882	17 390	6 938	6 372	12 697	93 738
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	(38 777)	(16 985)	(18 992)	(15 480)	(9 108)	(13 572)	(112 914)
Effectif moyen	2 827	1 102	1 149	1 243	1 450	832	8 603

(1) Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et impôts différés.

b) Informations additionnelles par secteurs d'activité

30 juin 2019 <i>(en milliers d'euros)</i>	Ciment	Béton et granulats	Autres produits et services	Total
<u>Compte de résultat</u>				
Chiffre d'affaires opérationnel	770 223	528 338	210 512	1 509 073
Eliminations inter – secteurs	(116 748)	(10 068)	(42 499)	(169 315)
Chiffre d'affaires consolidé	653 475	518 270	168 013	1 339 758
EBITDA (cf. 1.22 & 16)	154 543	63 928	9 676	228 147
EBIT (cf. 1.22 & 16)	75 751	21 308	(159)	96 900
<u>Bilan</u>				
Capitaux nets investis (1)	2 977 128	927 062	83 925	3 988 115

30 juin 2018 retraité (y inclus IFRS16) <i>(en milliers d'euros)</i>	Ciment	Béton et granulats	Autres produits et services	Total
<u>Compte de résultat</u>				
Chiffre d'affaires opérationnel	743 397	489 695	218 449	1 451 541
Eliminations inter – secteurs	(114 927)	(9 396)	(45 957)	(170 280)
Chiffre d'affaires consolidé	628 470	480 299	172 492	1 281 261
EBITDA (cf. 1.22 & 16)	160 622	51 747	11 974	224 343
EBIT (cf. 1.22 & 16)	89 033	14 500	3 463	106 996
<u>Bilan</u>				
Capitaux nets investis (1)	2 406 063	866 150	173 177	3 445 390

(1) Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et impôts différés.

c) Informations relatives aux principaux clients

Le Groupe n'est pas dépendant de ses principaux clients et aucun d'entre eux ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires.

NOTE 20 FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation réalisées en au 30 juin 2019 par le Groupe se sont élevés à 32,9 millions d'euros contre 110,2 millions d'euros au 30 juin 2018 retraité.

Cette diminution des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles entre les premiers semestres 2018 et 2019 provient d'une légère hausse de la capacité d'autofinancement de 1,5 million d'euros et d'une dégradation de la variation du besoin en fonds de roulement de (78,8) millions d'euros.

L'analyse du besoin en fonds de roulement par nature se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	BFR au 31 décembre 2017	Variation du BFR année 2018	Autres Variations (1)	BFR au 31 décembre 2018	Variation du BFR 1er sem. 2019	Autres Variations (1)	BFR au 30 juin 2019
Stocks	351 303	39 491	(5 661)	385 133	16 445	27 487	429 065
Autres éléments de BFR	40 967	(34 097)	(4 134)	2 736	123 454	6 772	132 962
BFR	392 270	5 394	(9 795)	387 869	139 899	34 259	562 027

(1) Change, périmètre et divers

La forte augmentation du Besoin en Fonds de Roulement au cours du 1^{er} semestre 2019 reflète principalement le caractère fortement saisonnier de l'activité du Groupe, mais également une hausse temporaire et ponctuelle des comptes clients dans certains pays.

NOTE 21 FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIES AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement réalisées au 30 juin 2019 par le Groupe se sont élevés à (427) millions d'euros contre (103) millions d'euros au 30 juin 2018.

Acquisitions d'investissements incorporels et corporels

Ils intègrent les décaissements effectués pour les investissements industriels (90 millions d'euros au 30 juin 2019 et 78 millions d'euros au 30 juin 2018) correspondant pour l'essentiel :

- Au 1^{er} semestre 2019, à des investissements réalisés en France, aux États-Unis, au Sénégal et en Suisse.
- Au 1^{er} semestre 2018, à des investissements réalisés en France, aux États-Unis, en Suisse et au Sénégal.

Acquisitions / cessions de titres consolidés

Les opérations d'acquisition / cession de titres de sociétés consolidées réalisées au cours du 1^{er} semestre 2019 se sont traduites par un décaissement global de (292) millions d'euros (décaissement global de (13) millions d'euros au 30 juin 2018).

Les principaux décaissements effectués par le Groupe au cours du 1^{er} semestre 2019 l'ont été pour l'essentiel pour l'acquisition d'une participation majoritaire de 66,07% dans la société Ciplan au Brésil (voir notes 2 et 3).

Les principaux décaissements effectués par le Groupe au cours du 1^{er} semestre 2018 l'ont été pour l'acquisition des intérêts minoritaires d'une filiale sénégalaise.

NOTE 22 COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	30 juin 2019 Net	31 décembre 2018 Net
Trésorerie et équivalents de trésorerie	325 696	314 633
Découverts bancaires	(76 445)	(52 664)
Trésorerie nette	249 251	261 969

NOTE 23 TRANSACTIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES

Outre les informations requises pour les parties liées au titre des principaux dirigeants, les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées et les coentreprises dans lesquelles Vicat détient directement ou indirectement une participation, et des entités qui détiennent une participation dans Vicat.

Ces transactions ne sont pas significatives sur les périodes présentées, et sont effectuées aux conditions normales du marché.

L'ensemble de ces opérations a été recensé conformément aux transactions prévues par la norme IAS 24 et leur incidence sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2019 et 2018 est la suivante par nature de partie liée :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019				30 juin 2018			
	Ventes	Achats	Créances	Dettes	Ventes	Achats	Créances	Dettes
Entreprises associées	205	1 662	3 780	1 005	192	1 728	2 176	2 242
Autres parties liées	22	527	0	61	28	523	-	-
Total	227	2 189	3 780	1 066	220	2 251	2 176	2 242

NOTE 24 ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est susceptible d'avoir d'incidence significative sur les comptes consolidés arrêtés au 30 juin.

NOTE 25 LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS RETENUES POUR LA CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2019***Intégration globale : France***

			30 juin 2019	31 décembre 2018
SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'INTERET	
VICAT	FRANCE	PARIS LA DEFENSE	-	-
AGENCY BULK CHARTERING VICAT	FRANCE	NANTES	49,99	-
ANNECY BETON CARRIERES	FRANCE	CRAN GEVRIER	49,98	49,98
LES ATELIERS DU GRANIER	FRANCE	PONTCHARRA	99,98	99,98
BETON CONTROLE COTE D'AZUR	FRANCE	NICE	99,97	99,97
BETON VICAT	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
BETON TRAVAUX	FRANCE	PARIS LA DEFENSE	99,98	99,98
CARRIERE DE BELLECOMBES ET DES BETONS	FRANCE	BELLECOMBE EN BAUGES	49,97	49,95
CENTRE D'ETUDE DES MATERIAUX	FRANCE		79,98	-
DELTA POMPAGE	FRANCE	CHAMBERY	99,98	99,98
GRANULATS VICAT	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
PARFICIM	FRANCE	PARIS LA DEFENSE	100,00	100,00
SATMA	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	100,00	100,00
SATM	FRANCE	CHAMBERY	99,98	99,98
SIGMA BETON	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
VICAT PRODUITS INDUSTRIELS	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98

Intégration globale : Étranger

			30 juin 2019	31 décembre 2018
SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'INTERET	
CIPLAN	BRESIL	BRASILIA	66,07	-
SINAI CEMENT COMPANY	EGYPTE	LE CAIRE	56,20	56,20
JAMBYL CEMENT PRODUCTION COMPAI	KAZAKHSTAN	ALMATY	90,00	90,00
MYNARAL TAS COMPANY LLP	KAZAKHSTAN	ALMATY	90,00	90,00
BUILDERS CONCRETE	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
KIRKPATRICK	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY OF ALABAMA	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY INC	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY OF CALIFORNIA	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL READY MIXED	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
VIKING READY MIXED	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
WALKER CONCRETE	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	GEORGIA	100,00	100,00
CEMENTI CENTRO SUD Spa	ITALIE	GENOVA	100,00	100,00
CIMENTS & MATERIAUX DU MALI	MALI	BAMAKO	94,90	94,90
GECAMINES	SENEGAL	THIES	100,00	100,00
POSTOUDIOKOUL	SENEGAL	RUFISQUE (DAKAR)	100,00	100,00
SOCOCIM INDUSTRIES	SENEGAL	RUFISQUE (DAKAR)	99,90	99,90
SODEVIT	SENEGAL	BANDIA	100,00	100,00
ALTOLA AG	SUISSE	OLTEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
KIESWERK AEBISHOLZ AG	SUISSE	AEBISHOLZ (SOLEURE)	100,00	100,00
BETON AG BASEL	SUISSE	BALE (BALE)	100,00	100,00
BETON AG INTERLAKEN	SUISSE	INTERLAKEN (BERN)	75,42	75,42
BETONPUMPEN OBERLAND AG	SUISSE	WIMMIS (BERN)	82,46	82,46
CREABETON MATERIAUX SA	SUISSE	LYSS (BERN)	100,00	100,00
EMME KIES + BETON AG	SUISSE	LÜTZELFLÜH (BERN)	66,67	66,67
FRISCHBETON AG ZUCHWIL	SUISSE	ZUCHWIL (SOLOTHURN)	88,94	88,94
FRISCHBETON LANGENTHAL AG	SUISSE	LANGENTHAL (BERN)	78,67	78,67
FRISCHBETON THUN	SUISSE	THOUNE (BERN)	53,48	53,48
KIESTAG STEINIGAND AG	SUISSE	WIMMIS (BERN)	98,55	98,55
KIESWERK NEUENDORF	SUISSE	NEUENDORF (SOLEURE)	50,00	50,00
SABLES + GRAVIERS TUFFIERE SA	SUISSE	HAUTERIVE (FRIBOURG)	50,00	50,00
SHB STEINBRUCH + HARTSCHOTTER BLAUSEE MITHOLZ AG	SUISSE	FRUTIGEN (BERN)	98,55	98,55
SOLOTHURNER ENTSORGUNGS GESELLSCHAFT	SUISSE	FLUMENTHAL (SOLOTHURN)	100,00	100,00
SONNEVILLE AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
STEINBRUCH VORBERG AG	SUISSE	BIEL (BERN)	60,00	60,00
VIGIER BETON JURA SA	SUISSE	BELPRAHON (BERN)	82,59	81,42
VIGIER BETON KIES SEELAND AG	SUISSE	LYSS (BERN)	100,00	100,00
VIGIER BETON MITTELLAND AG	SUISSE	FELDBRUNNEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER BETON ROMANDIE SA	SUISSE	ST . URSEN (FRIBOURG)	100,00	100,00
VIGIER BETON SEELAND JURA AG	SUISSE	SAFNERN (BERN)	91,76	90,47
VIGIER CEMENT AG	SUISSE	PERY (BERN)	100,00	100,00
VIGIER HOLDING AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER MANAGEMENT AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER RAIL	SUISSE	MÜNTSCHEMIER (BERN)	100,00	100,00
VIGIER TRANSPORT AG (ex-GRANDY)	SUISSE	LANGENDORF (SOLEURE)	100,00	100,00
VITRANS AG	SUISSE	PERY (BERN)	100,00	100,00

Intégration globale : Étranger (suite)

			30 juin 2019	31 décembre 2018
SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'INTERET	
BASTAS BASKENT CIMENTO	TURQUIE	ANKARA	91,58	91,58
BASTAS HAZIR BETON	TURQUIE	ANKARA	91,58	91,58
KONYA CIMENTO	TURQUIE	KONYA	83,08	83,08
KONYA HAZIR BETON	TURQUIE	KONYA	83,08	83,08
TAMTAS	TURQUIE	ANKARA	100,00	100,00
MAURICIM	MAURITANIE	NOUAKCHOTT	100,00	100,00
BHARATHI CEMENT	INDE	HYDERABAD	51,02	51,02
KALBURGI CEMENT	INDE	HYDERABAD	99,98	99,98

Mise en équivalence : France

			30 juin 2019	31 décembre 2018
SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'INTERET	
CARRIERES BRESSE BOURGOGNE	FRANCE	EPERVANS	33,27	33,27
DRAGAGES ET CARRIERES	FRANCE	EPERVANS	49,98	49,98
SABLIERES DU CENTRE	FRANCE	LES MARTRES D'ARTIERE	49,99	49,99
SCI ABBE CALES	FRANCE	CHAMBERY	69,98	69,98
2170	FRANCE	VILLERS LA FAYE	49,99	-

Mise en équivalence : Étranger

			30 juin 2019	31 décembre 2018
SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'INTERET	
PLANALTO	BRESIL	BRASILIA	32,37	-
HYDROELECTRA	SUISSE	AU (ST. GALLEN)	50,00	50,00
SILO TRANSPORT AG	SUISSE	BERN (BERN)	50,00	50,00
SINAI WHITE CEMENT	EGYPTE	LE CAIRE	14,27	14,27

NOTE 26 APPLICATION DE LA NORME IFRS16

La présente note récapitule les principaux impacts de la première application de la norme IFRS16 sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2018 ainsi que sur les états financiers consolidés semestriels et annuels de l'année 2018.

26.1 État de la situation financière consolidée : Passage du publié au retraité

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE									
ACTIF	01/01/2018	Impacts	01/01/2018	30/06/2018	Impacts	30/06/2018	31/12/2018	Impacts	31/12/2018
(en milliers d'euros)	retraité	IFRS 16	publié	retraité	IFRS 16	publié	retraité	IFRS 16	publié
ACTIFS NON COURANTS									
Goodwill	1 006 987		1 006 987	1 005 213		1 005 213	1 006 753		1 006 753
Autres immobilisations incorporelles	117 959		117 959	112 950		112 950	118 316		118 316
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	200 725	200 725	0	202 542	202 542	0	223 792	223 792	0
Immobilisations corporelles	1 837 759		1 837 759	1 800 464		1 800 464	1 806 040		1 806 040
Immeubles de placement	16 240		16 240	15 735		15 735	15 491		15 491
Participations dans des entreprises associées	40 696		40 696	42 358		42 358	53 044		53 044
Actifs d'impôts différés	98 603	2 970	95 633	119 328	3 340	115 988	93 394	3 848	89 546
Créances et autres actifs financiers non courants	77 557		77 557	108 424		108 424	152 831		152 831
Total des actifs non courants	3 396 526	203 695	3 192 831	3 407 014	205 882	3 201 132	3 469 661	227 640	3 242 021
ACTIFS COURANTS									
Stocks et en-cours	351 303		351 303	341 166		341 166	385 133		385 133
Clients et autres débiteurs	408 092		408 092	493 708		493 708	407 085		407 085
Actifs d'impôts exigibles	45 001		45 001	49 555		49 555	42 215		42 215
Autres créances	174 251		174 251	194 636	(43)	194 679	142 745	(59)	142 804
Trésorerie et équivalents de trésorerie	265 364		265 364	278 227		278 227	314 633		314 633
Total des actifs courants	1 244 011	0	1 244 011	1 357 292	(43)	1 357 335	1 291 811	(59)	1 291 870
TOTAL DE L'ACTIF	4 640 537	203 695	4 436 842	4 764 306	205 839	4 558 467	4 761 472	227 581	4 533 891
PASSIF									
(en milliers d'euros)									
CAPITAUX PROPRES									
Capital	179 600		179 600	179 600		179 600	179 600		179 600
Primes	11 207		11 207	11 207		11 207	11 207		11 207
Réserves consolidées	1 976 285	(9 028)	1 985 313	1 922 354	(10 022)	1 932 376	2 068 460	(11 671)	2 080 131
Capitaux propres part du Groupe	2 167 092	(9 028)	2 176 120	2 113 161	(10 022)	2 123 183	2 259 267	(11 671)	2 270 938
Intérêts minoritaires	233 369	(73)	233 442	215 428	(37)	215 465	221 474	(26)	221 500
Total capitaux propres	2 400 461	(9 101)	2 409 562	2 328 589	(10 059)	2 338 648	2 480 741	(11 697)	2 492 438
PASSIFS NON COURANTS									
Provisions retraite et autres avantages	115 084		115 084	114 271		114 271	118 344		118 344
Autres provisions	70 703		70 703	107 685		107 685	70 757		70 757
Dettes financières et options de vente	928 403		928 403	1 042 986	(163)	1 043 149	879 713	(2 631)	882 344
Obligations locatives	166 596	166 596	0	168 532	168 532	0	195 751	195 751	0
Impôts différés passifs	182 291	(150)	182 441	166 571	(117)	166 688	181 392	(210)	181 602
Autres passifs non courants	1 398		1 398	1 292		1 292	5 410	135	5 275
Total des passifs non courants	1 464 475	166 446	1 298 029	1 601 337	168 252	1 433 085	1 451 367	193 045	1 258 322
PASSIFS COURANTS									
Provisions	8 738		8 738	8 175		8 175	9 604		9 604
Dettes financières et options de vente à moins d'un an	138 499		138 499	149 935	(45)	149 980	152 813	(748)	153 561
Obligations locatives à moins d'un an	46 350	46 350	0	48 227	48 227	0	47 797	47 797	0
Fournisseurs et autres crédeurs	328 450		328 450	337 336	(536)	337 872	358 753	(441)	359 194
Passifs d'impôts exigibles	41 188		41 188	37 800		37 800	38 273		38 273
Autres dettes	212 376		212 376	252 907		252 907	222 124	(375)	222 499
Total des passifs courants	775 601	46 350	729 251	834 380	47 646	786 734	829 364	46 233	783 131
Total des passifs	2 240 076	212 796	2 027 280	2 435 717	215 898	2 219 819	2 280 731	239 278	2 041 453
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	4 640 537	203 695	4 436 842	4 764 306	205 839	4 558 467	4 761 472	227 581	4 533 891

26.2 Compte de résultat consolidé : Passage du publié au retraité

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	30/06/2018 retraité	Impacts IFRS 16	30/06/2018 publié	31/12/2018 retraité	Impacts IFRS 16	31/12/2018 publié
Chiffre d'affaires	1 281 261		1 281 261	2 582 465		2 582 465
Achats consommés	(834 071)	27 565	(861 636)	(1 644 858)	57 802	(1 702 660)
Valeur ajoutée	447 190	27 565	419 625	937 607	57 802	879 805
Charges de personnel	(213 458)		(213 458)	(428 963)		(428 963)
Impôts, taxes et versements assimilés	(34 508)		(34 508)	(59 431)		(59 431)
Excédent brut d'exploitation	199 224	27 565	171 659	449 213	57 802	391 411
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations	(117 220)	(24 354)	(92 866)	(236 075)	(51 981)	(184 094)
Autres produits et charges	19 650		19 650	35 698		35 698
Résultat d'exploitation	101 654	3 211	98 443	248 836	5 821	243 015
Coût de l'endettement financier net	(15 177)	(4 164)	(11 013)	(29 359)	(8 772)	(20 587)
Autres produits financiers	7 091		7 091	20 024		20 024
Autres charges financières	(7 814)		(7 814)	(18 708)		(18 708)
Résultat financier	(15 900)	(4 164)	(11 736)	(28 043)	(8 772)	(19 271)
Quote-part dans les résultats des sociétés associées	2 070		2 070	3 737		3 737
Résultat avant impôt	87 824	(953)	88 777	224 530	(2 951)	227 481
Impôts sur les résultats	(26 739)	243	(26 982)	(65 867)	790	(66 657)
Résultat net consolidé	61 085	(710)	61 795	158 663	(2 161)	160 824
Part attribuable aux intérêts minoritaires	2 949	37	2 912	9 781	52	9 729
Part attribuable au Groupe	58 136	(747)	58 883	148 882	(2 213)	151 095
EBITDA	224 343	27 565	196 778	492 318	57 802	434 516
EBIT	106 996	3 212	103 784	255 059	5 821	249 238
Capacité d'autofinancement	171 289	23 401	147 888	387 476	49 034	338 442
Résultat par action (en euros)						
Résultat net part du groupe de base et dilué par action	1,29	-0,02	1,31	3,32	-0,05	3,37

26.3 État du résultat global : Passage du publié au retraité

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	30/06/2018 retraité	Impacts IFRS 16	30/06/2018 publié	31/12/2018 retraité	Impacts IFRS 16	31/12/2018 publié
Résultat net consolidé	61 085	(710)	61 795	158 663	(2 161)	160 824
Autres éléments du résultat global						
Éléments non recyclables au compte de résultat :						
Réévaluation du passif net au titre des prestations définies	4 536		4 536	6 289		6 289
Impôt sur les éléments non recyclables	(1 165)		(1 165)	(1 613)		(1 613)
Éléments recyclables au compte de résultat :						
Ecarts de conversion	(46 158)	(250)	(45 908)	(61 365)	(437)	(60 928)
Couverture des flux de trésorerie	(3 594)		(3 594)	759		759
Impôt sur les éléments recyclables	928		928	(197)		(197)
Autres éléments du résultat global (après impôt)	(45 453)	(250)	(45 203)	(56 127)	(437)	(55 690)
Résultat global	15 632	(960)	16 592	102 536	(2 598)	105 134
Part attribuable aux intérêts minoritaires	(7 003)	35	(7 038)	(2 454)	46	(2 500)
Part attribuable au Groupe	22 635	(995)	23 630	104 990	(2 644)	107 634

26.4 État des flux de trésorerie : Passage du publié au retraité

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2018 retraité	Impacts IFRS 16	30/06/2018 publié	31/12/2018 retraité	Impacts IFRS 16	31/12/2018 publié
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles						
Résultat net consolidé	61 085	(710)	61 795	158 663	(2 161)	160 824
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	(2 070)		(2 070)	(3 737)		(3 737)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	1 346		1 346	2 492		2 492
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :	0		0	0		0
- amortissements et provisions	112 540	24 354	88 186	233 671	51 981	181 690
- impôts différés	1 571	(243)	1 814	4 720	(790)	5 510
- plus ou moins values de cession	(3 454)		(3 454)	(8 582)		(8 582)
- gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	157		157	353		353
- autres	114		114	(108)		(108)
Capacité d'autofinancement	171 289	23 401	147 888	387 472	49 030	338 442
Variation du besoin en fonds de roulement	(61 082)		(61 082)	(5 394)		(5 394)
Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles	110 207	23 401	86 806	382 078	49 030	333 048
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement						
Décassements liés à des acquisitions d'immobilisations :						
- immobilisations corporelles et incorporelles	(78 402)		(78 402)	(180 224)		(180 224)
- immobilisations financières	(21 608)		(21 608)	(28 469)		(28 469)
Encaissements liés à des cessions d'immobilisations :						
- immobilisations corporelles et incorporelles	4 529		4 529	14 049		14 049
- immobilisations financières	4 983		4 983	3 939		3 939
Incidence des variations de périmètre	(12 984)		(12 984)	(22 686)		(22 686)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(103 482)	0	(103 482)	(213 391)	0	(213 391)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement						
Dividendes versés	(76 872)		(76 872)	(72 976)		(72 976)
Augmentation de capital	0		0	0		0
Emissions d'emprunts	126 976		126 976	114 838		114 838
Remboursement d'emprunts	(24 063)		(24 063)	(177 794)		(177 794)
Remboursement des dettes locatives	(23 401)	(23 401)	0	(49 030)	(49 030)	0
Acquisitions d'actions propres	(16 153)		(16 153)	(927)		(927)
Cession – attribution d'actions propres	17 658		17 658	68 876		68 876
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	4 145	(23 401)	27 546	(117 013)	(49 030)	(67 983)
Incidence des variations de cours des devises	(8 676)		(8 676)	(9 766)		(9 766)
Variation de la trésorerie	2 194	0	2 194	41 908	0	41 908
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture	220 058		220 058	220 058		220 058
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	222 252		222 252	261 969		261 969

26.5 État de variation de la situation nette : Passage du publié au retraité

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Auto - contrôle	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minori- taires	Total capitaux propres
Au 1er janvier 2018 publié	179 600	11 207	(60 714)	2 406 371	(360 344)	2 176 120	233 442	2 409 562
Ajustements IFRS16 1/01/2018				(9 028)		(9 028)	(72)	(9 100)
Au 1er janvier 2018 retraité	179 600	11 207	(60 714)	2 397 343	(360 344)	2 167 092	233 370	2 400 462
Résultat semestriel consolidé				58 883		58 883	2 912	61 795
Ajustements IFRS16 sur le résultat semestriel consolidé				(747)		(747)	37	(710)
Autres éléments du résultat global				(75)	(35 179)	(35 254)	(9 950)	(45 204)
Ajustements IFRS16 sur les autres éléments du résultat global					(247)	(247)	(2)	(249)
<i>Résultat global publié</i>				58 808	(35 179)	23 629	(7 038)	16 591
Ajustements IFRS16 sur le résultat net global				(747)	(247)	(994)	35	(959)
<i>Résultat global retraité</i>				58 061	(35 426)	22 635	(7 003)	15 632
Dividendes distribués				(66 375)		(66 375)	(6 696)	(73 071)
Variation nette des actions propres			1 979	(352)		1 627		1 627
Variations de périmètre et acquisitions complémentaires				(10 884)		(10 884)	(4 806)	(15 690)
Autres variations				(934)		(934)	563	(371)
Au 30 juin 2018 publié	179 600	11 207	(58 735)	2 386 634	(395 523)	2 123 183	215 465	2 338 648
Ajustements IFRS16 30/06/2018				(9 775)	(247)	(10 022)	(37)	(10 059)
Au 30 juin 2018 retraité	179 600	11 207	(58 735)	2 376 859	(395 770)	2 113 161	215 428	2 328 589

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Auto - contrôle	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minori- taires	Total capitaux propres
Au 1er janvier 2018 publié	179 600	11 207	(60 714)	2 406 371	(360 344)	2 176 120	233 442	2 409 562
Ajustements IFRS16 1/01/2018				(9 028)		(9 028)	(72)	(9 100)
Au 1er janvier 2018 retraité	179 600	11 207	(60 714)	2 397 343	(360 344)	2 167 092	233 370	2 400 462
Résultat net consolidé				151 095		151 095	9 729	160 824
Ajustements IFRS16 sur le résultat net consolidé				(2 212)		(2 212)	51	(2 161)
Autres éléments du résultat global				(3 888)	(39 573)	(43 461)	(12 229)	(55 690)
Ajustements IFRS16 sur les autres éléments du résultat global					(431)	(431)	(5)	(436)
<i>Résultat global publié</i>				147 207	(39 573)	107 634	(2 500)	105 134
Ajustements IFRS16 sur le résultat net global				(2 212)	(431)	(2 643)	46	(2 597)
<i>Résultat global retraité</i>				144 995	(40 004)	104 991	(2 454)	102 537
Dividendes distribués				(66 180)		(66 180)	(6 765)	(72 945)
Variation nette des actions propres			4 570	(3 397)		1 173		1 173
Variations de périmètre et acquisitions complémentaires				(10 880)		(10 880)	(4 806)	(15 686)
Autres variations				63 071		63 071	2 129	65 200
Au 31 décembre 2018 publié	179 600	11 207	(56 144)	2 536 192	(399 917)	2 270 938	221 500	2 492 438
Ajustements IFRS16 31/12/2018				(11 240)	(431)	(11 671)	(26)	(11 697)
Au 31 décembre 2018 retraité	179 600	11 207	(56 144)	2 524 952	(400 348)	2 259 267	221 474	2 480 741

3.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2019

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Vicat S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.1 « Déclaration de conformité » relative aux évolutions des normes et interprétations, que la société applique au 1^{er} janvier 2019, et en particulier au changement de méthode résultant de l'application de la norme IFRS 16 « Contrats de location », dont l'incidence sur les états financiers au 1^{er} janvier 2019 est présentée en note 26 « Application de la norme IFRS 16 », et au changement de présentation de l'information sectorielle présentée en note 19.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 30 juillet 2019

KPMG Audit, Département de KPMG S.A

Philippe Grandclerc
Associé

Chamalières, le 30 juillet 2019

Wolff & Associés S.A.S.

Grégory Wolff
Associé

4.

DÉCLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J’atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d’activité, ci-joint en page 3 et suivantes, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l’exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu’une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l’exercice. »

Paris La Défense, le 1^{er} août 2019

Guy Sidos

Président Directeur-Général



Société anonyme au capital de 179 600 000 euros
Siège social : Tour Manhattan - 6 place de l'Iris - 92095 Paris-La Défense Cedex
Tél. : 01 58 86 86 86 - Fax : 01 58 86 87 87
RCS Nanterre 057 505 539 - SIREN 057 505 539

Des exemplaires du présent Document de Référence sont disponibles sans frais auprès de Vicat,
ainsi que sur les sites internet de Vicat (www.vicat.fr) et de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org).